

Detroit, Etats-Unis...

Des dizaines de milliers de retraités sur le point d'être spoliés par les fonds de pension après la faillite de la ville de Detroit, aux Etats-Unis (ici dans un local syndical en 2008).



Photo AFP

Un gouvernement des riches pour les riches

Les différentes affaires qui se succèdent (Cahuzac, le fils de Fabius, la publication des fortunes personnelles des ministres, dont la plupart sont millionnaires en euros...) donnent une idée de l'origine sociale de ce gouvernement. La publication par la presse de l'état de la fortune des riches en France pour 2013 met en lumière le fait que 1/130 000^e de la population française possède 1/6^e de la totalité de la richesse nationale. Ce qui fait dire à un économiste de l'Observatoire français des conjonctures économiques (OFCE) : « *La politique de la gauche n'appauvrit pas les riches et en une année leur fortune a augmenté de... 25 % !* » Quelle lucidité ! Il y aurait de quoi rire ! Ledit gouvernement, en même temps qu'il enrichit les riches, continue sans faillir à appauvrir la population. L'un ne va pas sans l'autre. Les factures de gaz viennent de tomber. La hausse de 15 points de la TVA sur le gaz les fait s'envoler. L'électricité augmentera de 5 % au 1^{er} août. Pour le cinquième exercice budgétaire consécutif, la valeur du point d'indice qui fixe le niveau des traitements de la fonction publique est bloquée par le gouvernement ! Comme si cela ne suffisait pas, dans la fonction publique, pour les agents de la catégorie C, le gouvernement change la règle de reclassement et propose, c'est une première, un reclassement qui se traduirait pour beaucoup d'agents de la catégorie C par une baisse de leurs revenus ! Les retraités ne seront pas oubliés : les deux pistes principales de la réforme des retraites, l'augmentation du nombre d'années de cotisation nécessaire pour une retraite à taux plein, ainsi que l'alignement de la CSG des retraités sur celle des actifs feront baisser le niveau de leurs pensions. Il n'y a jamais de limites à la cupidité avec un gouvernement des riches pour les riches.

Françoise Kamel

Et en France ? Retraites : une réforme « juste » ?

Jean-Charles Marquiset

François Hollande, comme son Premier ministre et son exécutif, parle toujours de réforme « juste », quel que soit le sujet. Le « chantier » des retraites a commencé en 1993, juste après l'adoption du traité de Maastricht, en réponse aux exigences et obligations imposées par l'Union européenne de réduction des prétendus déficits publics. De 1993 à 2010, des dizaines de millions de travailleurs, du privé et du public, des retraités ont manifesté, avec leurs organisations, contre ces « réformes », notamment sur la question des retraites. Aujourd'hui, l'appel à la mobilisation pour le 10 septembre, lancé par les deux confédérations historiques de ce pays, la CGT et la CGT-FO, rejointes par la FSU et Solidaires, est un point d'appui pour faire barrage à cette nouvelle contre-réforme programmée.

UN CONTRE-FEU

Alors, comment ne pas s'interroger sur l'appel lancé le 6 juillet par Attac, signé par la gauche du PS, des dirigeants du PCF et du PG, des responsables es qualité de la FSU, de Solidaires et d'autres, avec comme mot d'ordre : « *Ensemble, défendons nos retraites* » ? N'est-ce pas ce qu'ont prétendu faire tous les gouvernements, de 1993 à aujourd'hui, avec leurs contre-réformes ? Parmi les signataires de l'appel politico-syndical d'Attac, la direction du PCF, la gauche du PS ou encore le Parti de gauche mènent une politique à géométrie variable qui renvoie à un soutien à peine voilé au gouvernement. Cet appel utilise la formulation suivante : « *Nous organiserons partout des réunions, des initiatives de rue, des initiatives d'éducation populaire (...). Nous voulons un système de retraite solidaire.* » N'est-ce pas une tentative de contre-feu à la mobilisation et à la grève pour faire reculer le gouvernement, notamment avec la première étape, le 10 septembre,

appelée par les organisations syndicales représentatives du monde du travail ? La question de faire reculer le gouvernement, de bloquer son nouveau plan de contre-réforme des retraites n'a de sens que par la grève, sans concession, sans compromission, avec un seul mot d'ordre : « Retrait ! Retrait ! Unité pour le retrait ! », comme l'avaient exprimé, à la fin de leur dernier congrès confédéral, les militants de la CGT, contre l'ANI (accord national interprofessionnel sur la flexibilité, signé le 11 janvier dernier par le Medef et la CFDT).

LA « JUSTICE » SELON HOLLANDE ET AYRAULT : PARLONS-EN !

Il faudrait une réforme « juste » sur les retraites ? Alors que le gouvernement a décidé d'exonérer le patronat de 100 milliards d'euros de salaire différé des travailleurs par le crédit d'impôt « compétitivité » sur cinq ans, de bloquer les salaires, et que 970 000 familles, travailleurs, retraités et jeunes vont payer des impôts sur le revenu pour la première fois, compte tenu du blocage du barème d'imposition ? Cette politique aura pour conséquence la baisse de leurs prestations sociales, l'augmentation de leurs impôts locaux... Elle va permettre de faire payer 6,60 % de CSG par les retraités pour une augmentation de 1 % des pensions ! Voilà la « justice » des réformes du gouvernement ! Face à tout cela, comme les autres gouvernements dans toute l'Europe, et récemment au Portugal ou en Espagne, le gouvernement Hollande-Ayrault, est confronté à l'appel à la grève, à la mobilisation le 10 septembre, lancé par les confédérations syndicales contre la contre-réforme des retraites. Cet appel marque un nouveau coup d'arrêt au « syndicalisme rassemblé », au syndicalisme d'accompagnement, de renoncement que représente la direction de la CFDT.

LA CLASSE OUVRIÈRE PEUT FAIRE RECULER LE GOUVERNEMENT

Pourquoi ce contre-feu politico-syndical, alors que tout démontre que la classe ouvrière, avec ses organisations, peut faire reculer le gouvernement ?

« La question de faire reculer le gouvernement n'a de sens que par la grève, sans concession, sans compromission, avec un seul mot d'ordre : « Retrait ! Retrait ! Unité pour le retrait ! »

Pour ne pas connaître le sort des retraités de Detroit

La ville de Detroit, aux Etats-Unis, s'est déclarée en faillite le 18 juillet. Dans cette cité du Michigan, dévastée par la fuite des entreprises de l'automobile vers des pays à bas coût du travail, comme le Mexique, les 20 000 employés municipaux retraités tremblent pour leur pension. Car, aux Etats-Unis, les travailleurs du public comme du privé cotisent, pour ceux qui en ont les moyens, à des fonds de pension (l'Etat ne versant qu'une retraite de misère appelée « Social Security »). Ces fonds de pension « investissent » ensuite sur le marché des actions boursières et de la dette, dont celle de la ville de Detroit. Résultat : la ville ne pourra pas rembourser. Les retraités risquent bien d'être spoliés d'économies représentant des vies entières de travail ! Et cela se passe au cœur de la première puissance mondiale ! Une raison de plus pour, en France, ne pas céder d'un pouce à tous ceux qui veulent « réformer » le système des retraites par répartition. En France, cent milliards de cotisations des actifs sont immédiatement reversés aux retraités chaque année. Cent milliards sur lesquels lorgnent depuis toujours les grands groupes financiers. Toute « réforme » aboutissant, d'une manière ou d'une autre, à diminuer les retraites ne ferait qu'ouvrir la voie à un système à l'américaine. En pire... Y. L. ■

Branle-bas de combat syndical pour la mobilisation du 10 septembre contre la réforme des retraites

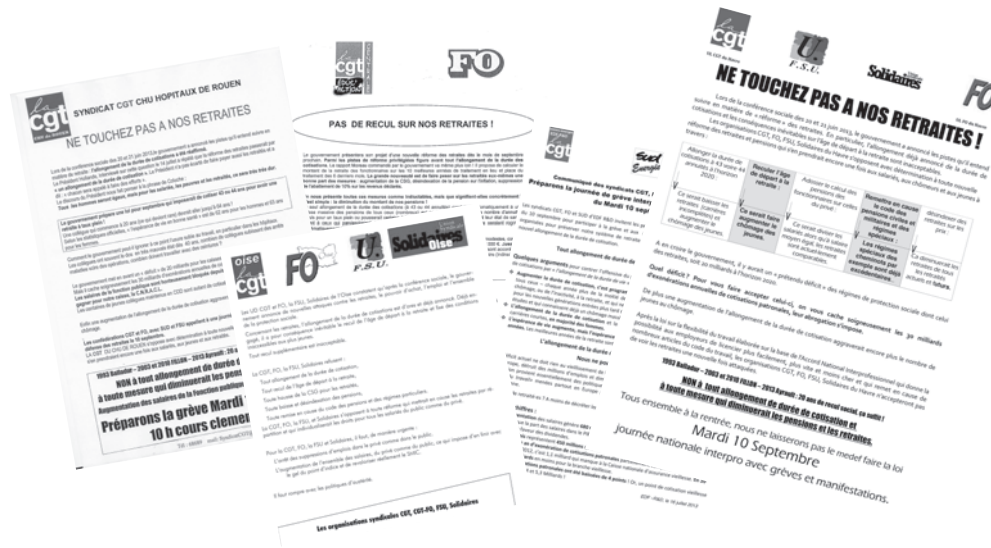
Le 8 juillet, les confédérations CGT et CGT-FO, avec la FSU et Solidaires, ont lancé un appel, pour le 10 septembre prochain, à « *une journée nationale d'action interprofessionnelle* » contre « *tout allongement de la durée de cotisation, l'opposition public-privé, la sous-indexation des pensions et des salaires portés aux comptes* ». Et, en plein été, dans les départements et les localités, au plan professionnel comme interprofessionnel, les syndicats, souvent dans l'unité, ont décidé de s'adresser aux travailleurs, en prenant des dispositions de mobilisation.

Le 10 septembre, cela vient très vite. Pas de temps à perdre pour informer les travailleurs, les collègues. Ainsi, les syndicats CGT, FO et Sud d'EDF Recherche et Développement (R&D) « *invitent les personnels de la R&D d'EDF à réserver la journée du 10 septembre pour participer à la grève et aux manifestations interprofessionnelles qui seront organisées pour préserver notre système de retraite et bloquer le projet du gouvernement sur un nouvel allongement de la durée de cotisation* ».

Dans le Gard, au plan interprofessionnel, « *les organisations syndicales du département CGT, CGT-FO, FSU et Solidaires se sont rencontrées le vendredi 12 juillet à Nîmes en accord avec l'appel de leurs organisations nationales* », informent-elles dans un tract.

Elles « *appellent leurs syndicats respectifs, dans les entreprises, les administrations et les établissements publics à se rapprocher les uns des autres pour organiser, selon les modalités qui leur conviendront, unitairement, la mobilisation de leurs adhérents et, plus largement, des salariés actifs, chômeurs et retraités pour qu'ils participent à la manifestation départementale à Nîmes, mardi 10 septembre, à 15 heures* ».

Dispositions similaires **en Charente-Maritime**, où les unions départementales CGT et CGT-FO se sont aussi réunies le 12 juillet, avec la FSU et Solidaires. Elles se prononcent « *contre tout allongement de la durée de cotisation, la durée actuelle étant déjà trop importante, pour le maintien du Code des pensions civiles et militaires, pour l'indexation des pensions et de salaires sur les prix* ». Elles « *appellent leurs syndicats, leurs organisations territoriales et professionnelles à mobiliser pour assurer le succès de la journée nationale interprofessionnelle du 10 septembre 2013* » et décider d'organiser



des manifestations ce jour-là à La Rochelle, Rochefort et Saintes.

“Vingt ans de recul social, ça suffit !”

En Seine-Maritime, les unions locales du Havre CGT et CGT-FO sonnent le branle-bas de combat, avec la FSU et Solidaires. Elles déclarent : « *Après la loi sur la flexibilité du travail élaborée sur la base de l'accord national interprofessionnel qui donne la possibilité aux employeurs de licencier plus facilement, plus vite et moins cher et qui remet en cause de nombreux articles du Code du travail, les organisations CGT, FO, FSU, Solidaires du Havre n'accepteront pas de voir les retraites une nouvelle fois attaquées* ». Et de conclure : « *1993 Balladur — 2003 et 2010 Fillon — 2013 Ayrault : 20 ans de recul social, ça suffit ! Non à tout allongement de durée de cotisation et à toute mesure qui diminuera les pensions et les retraites (...)*. Mardi 10 septembre, journée nationale interpro avec grèves et manifestations ! »

“Mobilisation et arrêts de travail pour dire stop !”

Dans le même département, les unions locales de **Dieppe** affiliées aux mêmes organisations syndicales proclament : « *Pas touche à nos retraites, non à l'allongement de la durée de*

cotisation, augmentation des salaires ! Journée nationale de mobilisation le 10 septembre. » Elles ajoutent : « *De concertation en dialogue social, ce sont toujours les salariés, les retraités et les jeunes qui sont la cible de l'austérité (...)*. Nous appelons à la mobilisation et aux arrêts de travail pour dire stop ! »

« *Tout recul supplémentaire est inacceptable !* », lancent à l'unisson les unions départementales CGT, CGT-FO de l'**Oise**, avec la FSU et Solidaires, qui « *appellent les salariés du privé et du public à faire grève et à manifester le 10 septembre 2013* ».

“Jusqu’où veut-on aller ? Des retraites de misère pour tous ? Tout doit être mis en œuvre pour bloquer toute nouvelle attaque quelle qu’elle soit !”

A l'administration centrale du ministère de l'Éducation nationale, les syndicats CGT et FO estiment que, dans la réforme préparée par le gouvernement, « *la grande nouveauté est de faire peser sur les retraités eux-mêmes une bonne partie des mesures : augmentation de la CSG, désindexation des pensions sur les prix, suppression de l'abattement de 10 % sur les revenus déclarés (...)*. Les fonctionnaires sont

loin d'être des privilégiés, leurs pensions sont modestes, comme leurs salaires. Les pensions de beaucoup d'agents du ministère n'avoisinent déjà que les mille euros. Jusqu'où veut-on aller ? Des retraites de misère pour tous ? » Et de conclure, en appelant à la mobilisation le 10 septembre : « *Tout doit être mis en œuvre pour bloquer toute nouvelle attaque quelle qu'elle soit !* »

ÉDITORIAL

En plein été

Daniel Gluckstein
Secrétaire national du POI

Pourquoi préparer en plein été un meeting central à Paris pour le 28 septembre (1) ? S'agit-il d'un pronostic sur ce que sera la situation dans deux mois ? Un pronostic précis serait évidemment impossible.

Prenons la réforme des retraites. Le gouvernement Hollande-Ayrault annonce un projet de loi, soumis au Parlement en octobre, en agitant le spectre — fabriqué de toutes pièces — d'un déficit de 20 milliards d'euros en 2020 (2). Où en serons-nous le 28 septembre ? La classe ouvrière, se rassemblant avec ses organisations dans la lutte de classe contre toute contre-réforme, sera-t-elle parvenue à faire reculer le gouvernement ? Ou se heurtera-t-elle encore aux obstacles dressés par ces responsables politiques et syndicaux qui légitiment la thèse du déficit bidon et la nécessité d'une réforme, en réclamant à tout bout de champ « un débat » pour y soumettre leurs « propositions » ?

Où en seront, dans deux mois, les travailleurs d'Espagne, du Portugal, de Grèce ? Dans quelle mesure seront-ils parvenus à porter un coup d'arrêt aux plans meurtriers de la troïka et à sa politique d'intégration des organisations de classe dans les « pactes » et autres « dialogues sociaux » ?

Où en sera, le 28 septembre, l'acte III de la décentralisation ? Certes, le gouvernement vient de procéder à un véritable coup de force sur les métropoles. Mais qui peut croire que cela suffira à éteindre la révolte grandissante des élus (3) ?

A ces questions, impossible de répondre aujourd'hui. Mais ce que l'on peut dire, c'est que, d'ici au 28 septembre, nombreux seront les militants ouvriers qui, sans partager nécessairement nos positions, combattront au coude à coude avec les adhérents du POI, pour faire prévaloir les besoins de la classe ouvrière contre la politique réactionnaire du gouvernement Hollande-Ayrault. Nombreux aussi les travailleurs et militants de toutes tendances qui, dans le sillage de l'appel de la conférence de Tarragone, continueront, dans tous les pays d'Europe, à chercher la voie de l'action organisée pour en finir avec la troïka et l'Union européenne, instruments du capital financier international. Nombreux, également, les élus — ils sont déjà plus de 700 — à préparer la délégation à l'Élysée pour le rétablissement du droit des communes à s'associer et se dissocier librement.

Tous savent que ce parti est un point d'appui pour l'action commune pour la défense de la classe ouvrière et de la démocratie.

Ils auront la parole le 28 septembre, sans nécessairement partager nos positions, parce qu'ils sont partie prenante de l'aide à l'action commune pour sauver les travailleurs et les peuples de la catastrophe qui menace.

C'est ainsi que, ensemble, nous assurerons le succès de ce meeting comme un point d'appui pour la résistance des travailleurs et des peuples de tout le continent contre les plans meurtriers du capital financier. Un point d'appui fourni par un parti qui se construit comme parti ouvrier indépendant et qui, sans s'en cacher, entend faire ce qu'il dit et dire ce qu'il fait.

(1) Et d'autres dans différentes villes de France.

(2) Sinistre farce : au même moment, il met à la disposition des banques 30 milliards d'euros de prêts à un taux dérisoire prélevés sur les Livrets A, dont le taux servi aux familles vient d'être réduit !

(3) Notons, là encore, l'action équivoque de certains responsables du Front de gauche qui affirment s'opposer à cette réforme plus dans la forme que sur le fond, se prononçant pour les métropoles, à condition qu'il y ait... débat.

“Nicolas Sarkozy en avait rêvé, François Hollande va (peut-être) le faire” (Le Figaro)

« *Le gouvernement a achevé vendredi 19 juillet le premier round de la concertation sur la délicate réforme des retraites* », rapporte l'AFP, qui détaille les étapes suivantes : « *Le projet de loi sera présenté au Conseil des ministres du 18 septembre, puis examiné au Parlement. Mais, dès la fin juillet, M^{me} Touraine aura fourni les grandes lignes de la réforme à l'Élysée et à Matignon. Le gouvernement tiendra un séminaire le 19 août, puis le Premier ministre recevra à nouveau les partenaires sociaux, les 26 et 27 août, et devrait lever le voile sur ses intentions.* »

Le quotidien **Les Echos** (19-20 juillet) titre : « *Ce mois de septembre qui donne des sueurs froides au gouvernement.* » « *La prochaine rentrée est (...) à haut risques* », estime le quotidien patronal. « *Selon un ténor de la majorité, la discussion budgétaire ne sera*

« *pas simple* » et la réforme des retraites est « *attendue, mais redoutée* ». Le chef de l'État suit évidemment l'affaire de très près. Et il s'efforce autant que possible de déminer. Il espère que la concertation sociale aura permis de progresser sur la question de la pénibilité. »

“ NE PAS SAUTER SUR UNE MINE”

Et **Les Echos** d'ajouter : « *Encore faut-il ne pas sauter sur une mine* ». « *Les retraites, les impôts, la hausse de l'électricité* », égrène un ministre... Jusqu'où la « concertation » permettra-t-elle de barrer la voie à la lutte de classe ? Le gouvernement en est réduit à croire au miracle de la « communication », en envisageant avec anxiété, aussi, la rentrée scolaire...

A noter, dans cette situation, que le journal de la droite parlementaire, **Le Figaro**,

vient au secours du gouvernement. Il appuie la décision, annoncée en catimini par Hollande le 10 juillet, de fermer les hôpitaux de Bichat et de Beaujon, au nord de la capitale ! « *Ne jetons pas la pierre à ceux qui, à gauche ou à droite, veulent mettre de la rationalité dans le système hospitalier* », déclare le journal dans son éditorial. Dans la même édition, **Le Figaro** appuie également le projet de loi sur les métropoles (lire page 4) adopté en première lecture à l'Assemblée nationale : « *Nicolas Sarkozy en avait rêvé, François Hollande va (peut-être) le faire.* » « *Peut-être* », en effet, tant la crise disloque, sur cette question, tous les partis institutionnels de « gauche » et de droite. Sans parler des « affaires » qui, à tout instant, peuvent rebondir de plus belle.

Le projet loi sur les métropoles expédié en trois jours à l'Assemblée nationale

Tribune libre des courants du POI

Résistances communistes

RENCONTRES COMMUNISTES

**Bloquer
les plans destructeurs
du gouvernement**

PAR LAURENCE MANOUSSIEU

En juin 1982 s'est joué le sort du gouvernement, de celui de son opposition, de celui de son avenir. Les communistes ont mené une campagne de mobilisation et de sensibilisation de l'Union démocratique du travail (UDT) et de la Fédération des syndicats de la région parisienne (FSRP) qui a permis de bloquer le projet de loi relatif à la décentralisation. Cette victoire a permis de bloquer le projet de loi relatif à la décentralisation. Cette victoire a permis de bloquer le projet de loi relatif à la décentralisation.

En juin 1982 s'est joué le sort du gouvernement, de celui de son opposition, de celui de son avenir. Les communistes ont mené une campagne de mobilisation et de sensibilisation de l'Union démocratique du travail (UDT) et de la Fédération des syndicats de la région parisienne (FSRP) qui a permis de bloquer le projet de loi relatif à la décentralisation. Cette victoire a permis de bloquer le projet de loi relatif à la décentralisation.

En juin 1982 s'est joué le sort du gouvernement, de celui de son opposition, de celui de son avenir. Les communistes ont mené une campagne de mobilisation et de sensibilisation de l'Union démocratique du travail (UDT) et de la Fédération des syndicats de la région parisienne (FSRP) qui a permis de bloquer le projet de loi relatif à la décentralisation. Cette victoire a permis de bloquer le projet de loi relatif à la décentralisation.

En juin 1982 s'est joué le sort du gouvernement, de celui de son opposition, de celui de son avenir. Les communistes ont mené une campagne de mobilisation et de sensibilisation de l'Union démocratique du travail (UDT) et de la Fédération des syndicats de la région parisienne (FSRP) qui a permis de bloquer le projet de loi relatif à la décentralisation. Cette victoire a permis de bloquer le projet de loi relatif à la décentralisation.

Ministère de l'Économie et des Finances
Direction générale des Impôts
Service des Impôts des Particuliers
Bureau des Impôts des Particuliers
Rue de la République
92000 Nanterre
Tél. 01 47 37 37 37
Fax 01 47 37 37 37

1982

1982

1982

1982

1982

1982

1982

1982

1982

1982

1982

1982

1982

1982

1982

1982

1982

1982

1982

1982

1982

1982

1982

1982

1982

Résistances communistes, n°89, vient de paraître

Édité par des militants communistes et le courant "Rencontres communistes" du POI

Résistances communistes est en vente au prix de 3,10 euros.

Rentrée scolaire 2013

Propagande et réalité des 60 000 créations de postes annoncées par le ministre Peillon

La rentrée 2013 sera la rentrée dont le ministre Peillon porte, avec le gouvernement Hollande-Ayrault, l'entière responsabilité. Si « *la rentrée 2012 était placée sous le signe de la réparation et de l'urgence* », comme le titrait la presse il y a un an, la rentrée 2013 verra la mise en œuvre de la loi de refondation de l'école, loi d'austérité et de désengagement de l'Etat dans l'école publique, dont le premier acte a été le décret du 24 janvier qui territorialise l'école publique en la plaçant sous la tutelle des collectivités territoriales. Derrière la propagande gouvernementale de « la création de 60 000 postes » sur la durée du quinquennat, la réalité quotidienne est tout autre. L'illusion entretenue de la création de 6 785 postes d'enseignants à cette rentrée dans les écoles, collèges et lycées (3 021 pour les écoles primaires et 3 764 dans les lycées et les collèges), ne résiste pas à l'épreuve des faits. Dans les écoles, il y aura, au 1^{er} septembre 2013 : — 7 977 postes qui compensent simplement les départs en retraite d'enseignants du premier degré en août 2013. Donc aucune création. — 3 021 nouveaux postes occupés par les 9 018 étudiants admissibles au concours, et qui seront contractuels à temps partiel. Parmi ces 9 018 postes, 1 000 seulement sont utilisés pour faire face à l'arrivée de plus de 31 000 élèves supplémentaires à la rentrée 2013 (soit 1 pour 31 élèves) et pour les remplacements, ce qui retire autant de postes pour les 31 000 élèves supplémentaires. Les 2 000 autres postes serviront à mettre en œuvre deux dispositifs de la refondation de l'école : l'accueil des enfants de moins de trois ans dans les secteurs les plus défavorisés et la mise en place du dispositif intitulé « *plus de maîtres que de classes* » (lire l'exemple de la Seine-Saint-Denis). Ce dispositif fait dire à un délégué syndical du SNUipp-FSU : « *Le fait d'avoir 35 postes de maîtres supplémentaires (dans notre département) empêche de respecter les normes d'ouverture de classe.* »

B. B.

La traduction concrète dans un département : la Seine-Saint-Denis

Plus de 80 écoles avec des effectifs de 27 élèves par classe et plus !

Benoist Bastide

Dans cette situation, la Seine-Saint-Denis, par exemple, dispose de 120 postes pour 1 700 élèves supplémentaires au 1^{er} septembre 2013. Ce qui conduit le directeur académique des services de l'Education nationale (Dasen) à ne pas respecter les normes qu'il avait lui-même établies les années précédentes, à savoir 25 élèves dans les classes élémentaires et 27 en maternelle (25 en zone d'éducation prioritaire [ZEP] en maternelle et 23 en ZEP en élémentaire). Ainsi, plus de 80 écoles de Seine-Saint-Denis n'ont pas l'ouverture de classe dont elles ont besoin, malgré des effectifs de plus de 29 en maternelle et 27-28 en élémentaire. Selon les syndicats, il manque au moins 200 postes dans le département pour faire face au manque énorme d'enseignants, de remplaçants, d'enseignants spécialisés...

La situation est intolérable : les 26, 27 et 28 juin, les écoles étaient en grève

Le 26 juin, des écoles des communes de Noisy-le-Grand, Tremblay, Aubervilliers se sont rendues en délégation à l'inspection académique. Le 27 juin, puis à nouveau le 28 juin, à l'occasion du comité technique spécial départemental (CTSD), une vingtaine d'écoles des communes de Saint-Denis, Villepinte, Aulnay étaient en grève pour exiger d'être reçues à l'inspection académique et demander les postes qui font défaut. Des écoles étaient occupées.

Dans la seule commune de Noisy-le-Grand, les écoles du Coteaux, du clos de l'Arche, du Noyer et Gavroche se sont mobilisées fin juin pour demander des postes

● A l'école Gavroche, les parents et les enseignants ont appris fin juin que l'inspection académique avait décidé la fermeture d'une classe à la rentrée prochaine. Cette école primaire passerait donc de dix à neuf classes pour un effectif total de 230 élèves, soit 25,5 élèves par classe, avec au moins deux classes à double niveau. Et encore ces chiffres ne tien-

nent-ils pas compte des probables nouvelles inscriptions en septembre.

Au-dessus des portes de l'école, une banderole témoigne de la colère des parents et des enseignants : « Non à la fermeture de classe ! »

Les parents font remarquer que, bien que l'école Gavroche ne soit pas officiellement en zone sensible, elle accueille de nombreux enfants dont la langue maternelle n'est pas le français, ce qui rend les apprentissages plus compliqués et nécessite amplement que l'effectif maximum de 25 élèves par classe soit impérativement respecté. Parents et enseignants se sont mobilisés dès l'annonce de la fermeture : courriers et pétition adressés à l'inspection académique et au maire.

Une mobilisation qui rencontre des obstacles... Le maire propose de déplacer les élèves d'un bout à l'autre de la ville pour économiser des postes d'enseignants

● A l'école du Coteau, où les classes de maternelle seront à 29,75 de moyenne à la rentrée, tous les enseignants étaient en grève le jour du CTSD et les parents occupaient l'école pour exiger la création d'une classe. Dans le même temps, le maire proposait la mise en place d'un car municipal pour que les élèves, qui sont âgés de 3 à 6 ans, se rendent chaque matin dans une école à l'autre bout de la ville. Finalement, le Dasen a dû ouvrir la classe.



Photo AFP

Nouveaux rythmes scolaires

Cognin (Savoie)

“Cette réforme, c’est une usine à gaz” (un parent d’élèves)

Renée Laurent

Deux communes en Savoie appliquent la réforme des rythmes scolaires à cette rentrée 2013, dont celle de Cognin. Le 6 juin dernier, durant deux heures, les parents ont tenu tête à quatre élus municipaux venus expliquer de quelle manière ils allaient mettre en œuvre la réforme. Madame le Maire a tout d'abord insisté sur « la nécessité de refonder l'école » en y impliquant parents, élus, enseignants, associations, bénévoles... dans un projet partagé, afin d'organiser un parcours éducatif cohérent et de qualité avant, pendant et après l'école. « Les enfants vont enfin trouver des raisons d'apprendre hors de l'école, des activités vont donner naissance à des compétences, et cela permettra aux enfants d'être excellents en

dehors de l'école », a-t-elle osé déclarer ! Les parents « voient rouge », titrait *Le Dauphiné libéré* ! En effet, dans un climat houleux, ils ont « harcelé » les élus en tentant de leur expliquer en quoi cette réforme devait être rejetée. La fin de l'école gratuite, puisque le projet éducatif territorial est payant selon le quotient familial : « L'école devient payante, les gens n'ont pas forcément l'argent pour payer, avec la garderie du matin, la cantine, les activités. C'est un budget hors norme », se sont indignés les parents.

“Apprenez la frustration à vos enfants” (le maire de Cognin)

La fin de l'école nationale : « C'est une ambition éducative du territoire dans un cadre national », a avoué le maire.

La fin de l'école laïque : « Est-ce que cette réforme s'appliquera dans les écoles privées ? Moi j'ai mis mon enfant à l'école publique laïque. Si oui, il n'y aurait plus de différence (...). Je veux savoir qui sera devant mon enfant durant ces activités », protestait un parent. La fin de l'école obligatoire : « Ces activités ne sont pas obligatoires, vous pourrez venir chercher vos enfants à 15 h 45 », expliquait un élu. Un adjoint constatait : « Vous vous rendez compte que durant deux heures, vous n'êtes intervenus que sur les questions d'argent et même pas sur le contenu ! » Les parents ont, eux, soulevé tous les problèmes qui vont se poser à eux et à leurs enfants à la rentrée 2013 : comment récupérer nos enfants ? « Adressez-vous à vos parents, amis, voisins », répondait le maire ! « Comment inscrire mon enfant dans une

activité qui le satisfait ? A partir de 12 heures, mon enfant se retrouvera dans une activité qui ne lui conviendra pas ! » « Apprenez-leur la frustration », répondait le maire. Un dialogue de sourds ! « Vous n'entendez pas les parents », clamait un instituteur ! Alors, l'un d'eux proposait : « Madame, faites lever la main aux parents qui sont d'accord pour la mise en œuvre en 2013 ! » « Il n'en est pas question, le conseil municipal, droite, gauche confondues, a voté à l'unanimité cette mise en œuvre », répondait le maire. A chaque école, à chaque commune, à chaque « territoire » son projet éducatif territorial ! A Cognin, ce sera une heure et demie de plus par jour, et chaque cycle sera payant ! A La Ravoire (autre commune de Savoie à appliquer la réforme en 2013), le projet se fera pendant la pause méridienne et ce sera gratuit ! ■

Tout l'été, correspondances, interviews,

i.o

reportages dans les entreprises et sur les localités

TÉMOIGNAGE

Christian Delépine, délégué CGT à l'usine Fraisor, près d'Arras (Pas-de-Calais)

“Je persiste à dire que l'Etat aurait dû nationaliser”

A l'usine Fraisor, plus de cent vingt ouvriers fabriquaient des lasagnes pour toutes sortes de marques et de distributeurs. L'affaire de la viande de cheval, révélée dans le Sud-Ouest chez Spanghero, allait faire chuter les commandes de 80 %. Pour cette entreprise, ce fut le coup de grâce.

“La révélation de la présence de viande de cheval dans les lasagnes a causé la mort de l'entreprise, mais l'utilisation de cette viande est le résultat de la concurrence que se livrent les fabricants. L'usine appartenait à Perkins Food et, comme elle ne leur rapportait pas assez, un petit patron belge l'a rachetée en 2006 pour l'euro symbolique. Il a racheté le bâtiment et se renflouait en se faisant payer un loyer.

On a frôlé le dépôt de bilan en 2008, avec l'augmentation des matières premières : 1,6 million de plus par an. Le patron a fait son boulot de patron. Il a cherché de nouveaux marchés, il a essayé de trouver des fonds... Mais à sa manière : il a emprunté sept cent mille euros à la communauté urbaine d'Arras, à 0 % ! Et lui, il a prêté ses fonds propres à Fraisor, mais à 6 %. Il a gagné cinq cent quarante mille euros d'intérêts (...). Fraisor a 4,7 millions de dettes, dont 1,2 à l'Urssaf, 300 000 à la communauté urbaine d'Arras (CUA), 300 000 au conseil général... Il y a aussi les dettes aux fournisseurs, aux transporteurs... Les acheteurs de la grande distribution (...) ont provisionné, en ne payant pas Fraisor. Ils sont malins et expérimentés. La loi de la jungle capitaliste.

Au début, on s'est retournés contre l'Etat qu'on a jugé responsable du manque de contrôle des lots de minerais de viande. En vingt ans, les effectifs de contrôleurs ont fondu. Il aurait fallu des tests ADN systématiques. Evidemment, nous aussi on a trouvé des lots étiquetés Roumanie avec du cheval dedans. Et Aldi-Allemagne a annulé toutes ses commandes aussi sec. Comme c'était eux qui devaient sauver la boîte...

On a demandé à la CUA de racheter le bâtiment, pour abonder la trésorerie. Puis on est montés au ministère pour demander l'exonération d'impôt sur la plus-value (...). Mais la CUA attendait la décision du tribunal de commerce, et comme celui-ci a prononcé la liquidation...

Je persiste à dire que l'Etat aurait dû nationaliser, c'est-à-dire reprendre l'entreprise. Il y a cent vingt emplois à sauver. Peut-être que l'Etat n'a pas le droit d'aider financièrement à cause du traité de Maastricht, mais il pourrait la racheter, investir, moderniser, relancer l'activité... Enfin, bref, nationaliser, comme il aurait dû faire pour ArcelorMittal (...).

“On a combattu l'ANI”

Il paraît que notre syndicat CGT était redouté. Ici, on ne pouvait pas toucher un cheveu d'un salarié. On s'est toujours battus pour les conditions de travail. Et elles sont dures : gestes répétitifs, dans le froid, travail posté en 3 x 8, etc. Les salaires sont un peu au-dessus du Smic, selon la convention ; ce n'est pas terrible, mais il y avait le treizième mois, et plus 25 % la nuit (...). Avec l'ANI, les patrons vont pouvoir faire du chantage : baisse des salaires ou dépôt de bilan ? Qu'auraient dit les ouvriers si le nôtre avait proposé ça ? Oui ? Non ? C'est une machine infernale à la concurrence (...).

L'ANI, on l'a combattu. On n'a pas le droit de sacrifier des pans entiers de droit social pour des clopinettes (...). Ceux qui pillent la force de travail, c'est Auchan, Carrefour, Leclerc... Ce sont des donneurs d'ordres, ils imposent des prix bas, et les petites PME crèvent. Il n'y a que les grands groupes qui peuvent suivre (...). On occupe encore l'usine, mais on n'attend plus de repreneur. On va se battre encore pour faire abonder le plan social par le conseil général ou la CUA... Et si on arrive à prouver que le patron a fait des erreurs de gestion ou des irrégularités, on récupérera sur sa fortune. » ■

SNCF

Réforme du ferroviaire : où en est-on ?

Pierre Besse

Le 2 juillet, le ministre a reçu les organisations syndicales des cheminots, persistant dans sa volonté de mettre en place sa réforme dès la rentrée.

Le 13 juin dernier, les cheminots, répondant à l'appel de leurs organisations CGT, UNSA, SUD, CFTD, FO, ont massivement fait grève pour exprimer leur rejet du projet de réforme gouvernementale sur le ferroviaire. Ce projet, rappelons-le, divise la SNCF en trois établissements publics industriels et commerciaux (EPIC) ; il s'appuie sur un décret-socle concernant les conditions de travail et sur la création d'une convention collective pour toutes les entreprises ferroviaires. Tout cela afin de préparer la mise en concurrence totale du ferroviaire dès 2019.

Les cheminots ont massivement fait grève pour rejeter ce projet d'éclatement de la SNCF. Les cheminots avec leurs organisations ont répondu : non à l'éclatement de la SNCF ; maintien du statut (RH001) et maintien des conditions de travail (RH0077).

Un mois après, où en sommes-nous ? « Le gouvernement nous a-t-il entendus ? », s'interrogent les cheminots, quelles que soient leur catégorie, leur appartenance syndicale.

M. Cuvillier, ministre des Transports, a reçu les organisations le 2 juillet. Il a indiqué le calendrier de mise en place de cette réforme. Dès septembre, le gouvernement devrait à la fois présenter son projet à l'Assem-

blée nationale, mais aussi engager les discussions sur la convention collective nationale prévue par cette réforme, ainsi que sur le décret-socle sur le RH0077.

LE MÊME PIÈGE QUE POUR LA RÉFORME DES RETRAITES

Le gouvernement persiste dans sa volonté de mettre en place cette réforme rejetée par les cheminots. Mais, bien sûr, le gouvernement est toujours prêt à discuter, avec les organisations syndicales notamment. Mais, en définitive, pour arriver à quel résultat ?

Le gouvernement Hollande-Ayrault est toujours prêt à discuter suivant une méthode qu'il a déjà utilisée dans la première conférence sociale. A savoir : il réunit les organisations syndicales et il propose sa réforme. A l'arrivée, le constat est simple : chaque organisation syndicale s'exprime et, à la fin, le gouvernement, s'appuyant sur des organisations syndicales minoritaires, fait passer en force sa réforme à l'Assemblée nationale et ensuite au Sénat, s'appuyant sur la majorité parlementaire. Nous l'avons vu avec l'accord national interprofessionnel (ANI). Nous venons de le voir à nouveau avec la deuxième conférence sociale sur les retraites : même méthode, même résultat.

A juste titre, les confédérations CGT et FO, avec la FSU et SUD, comme elles l'avaient fait pour l'ANI, mobilisent aujourd'hui dans l'unité les travailleurs pour le 10 septembre sur les retraites.

Enseignement supérieur

Un plan destructeur à la Sorbonne

Le 17 juillet 2013, le conseil d'administration (CA) de l'université Paris-I Panthéon-Sorbonne a adopté un plan de réduction de l'offre de formation dangereux. Ce plan prévoit notamment la suppression de trente mille heures de cours, avec la diminution du nombre d'inscrits, la suppression de nombreux TD, ainsi que des séminaires et des spécialités regroupant moins de dix étudiants en master. Par ailleurs, il supprime la possibilité, pour les étudiants qui n'ont pas la moyenne sur leur année, mais qui ont validé l'un de leurs semestres, de passer dans l'année supérieure.

Le plan intervient alors que l'université Paris-I a connu en 2012 sa troisième année de déficit consécutive. En 2013, l'université prévoit un nouveau déficit de 2 à 4 millions d'euros. Dans un communiqué, publié le 7 juin, l'Unef, seule organisation étudiante à avoir voté contre le plan au CA de Paris-I, dénonce les conséquences de la suppression des trente mille heures de cours et demande que « l'Etat se réengage financièrement à hauteur des besoins, plutôt que de nous imposer des plans de rigueur qui, de l'aveu même de la présidence de l'université, ne permettront pas de revenir à l'équilibre » (1).

Dans le même temps, l'organisation affirme avoir « fait la proposition de réaliser un audit approfondi des dépenses de l'université et d'établir dans la transparence et la démocratie une liste de recommandations précises visant à réduire les « gaspillages », et dénonce le fait que les « les écoles et les

CPGE [classes préparatoires, NDR] ne voient pas leur dotation baisser. »

Une conséquence de la loi LRU

La situation de Paris-I n'est pas isolée. Selon le journal *Le Monde*, 16 universités sur 76 prévoient d'être déficitaires en 2013, tandis que 50 d'entre elles ont fini 2012 avec un fonds de roulement inférieur à trente jours (2). Pour expliquer cette situation, le quotidien cite un rapport des députés Dominique Gillot (PS) et Ambroise Dupont (UMP) pointant les conséquences de la loi sur l'autonomie des universités (loi LRU) mise en place par Sarkozy et Pécresse. Les deux députés évoquent des problèmes de « pilotage » des services centraux du ministère et l'absence de culture budgétaire des universités. Absence de culture ou politique délibérée ? En transférant les charges de personnel et de fonctionnement aux universités — sans l'apport des moyens financiers correspondants de la part de l'Etat —, la LRU a plongé celles-ci dans une situation intenable.

Le nouveau gouvernement a gelé, sur injonction de Bruxelles, 250 millions d'euros sur le budget de l'enseignement supérieur et de la recherche en 2013 et poursuit la politique de Sarkozy. La loi Fioraso, votée en juin dernier, malgré l'opposition des syndicats enseignants et du personnel et avec l'accord de l'Unef, prévoit de nouvelles coupes par la fusion des établissements et le démantèlement du système des licences.

Mais à la SNCF, cette concertation proposée par ce même gouvernement, n'est-ce pas la même chose ? Nous pouvons même dire : n'est-ce pas le même piège ? Toutes les organisations syndicales seront invitées à discuter, à donner leur point de vue sur une réforme prétendument « indispensable » qui, en définitive, comme pour l'ANI, comme pour les retraites, sera la réforme de ce gouvernement, c'est-à-dire l'éclatement de la SNCF et la disparition du RH0077 et du statut. Aucune illusion n'est possible.

LES CHEMINOTS N'ONT PAS L'INTENTION DE SE LAISSER BERNER

Alors, y a-t-il une autre solution que celle engagée le 13 juin, où les cheminots avec leurs organisations syndicales dans l'unité ont dit au gouvernement : « Ta réforme, nous n'en voulons pas. Ce que nous voulons, c'est le maintien de la SNCF comme entreprise publique avec le maintien du statut et du RH0077. »

Le 13 juin 2013, non seulement la grève a été très massive (près de 50 % de grévistes, et même environ 70 % chez les agents de conduite et les contrôleurs), mais il y a eu de très nombreuses assemblées générales. Il est clair que les cheminots n'ont pas l'intention de se laisser bernier par les méthodes corporatistes de ce gouvernement qui cherche à associer les syndicats à ces projets de destruction des services publics imposés par l'Union européenne. ■

L'activité de l'AJR sur Paris-I

Le groupe AJR Paris-I, au travers de ses diffusions et de la vente de son journal, *Révolution*, se bat pour l'unité sur le mot d'ordre : « *Retrait du plan. Aucune suppression de TD ou d'heures de cours. Libre inscription des étudiants dans la filière de leur choix.* » Dans cette perspective, nous soutenons l'Unef dans sa prise de position contre le plan et son vote au CA de l'université.

Le 16 juillet, nous avons ainsi tenté d'envahir le CA avec les militants de l'Unef pour le suspendre.

Dans le même temps, notre groupe mène la discussion avec les étudiants, y compris membres de l'Unef : le rôle d'un syndicat est-il de réaliser la « *chasse aux gaspillages* » ? Comment comprendre que l'Unef se prononce contre le plan et soutienne en même temps la loi Fioraso ? Plusieurs membres de l'Unef nous rejoignent sur ce point et se prononcent « contre la loi Fioraso ». Lors des diffusions, trois étudiants se disent intéressés par le camp de l'AJR et sont prêts à continuer la discussion avec notre groupe. Nous nous battons à présent pour organiser à la rentrée une assemblée générale, pour le retrait du plan et de la loi Fioraso.

Le groupe AJR Paris-I ■

Communiqué du Comité de liaison national pour l'unité et la résistance

Le Comité de liaison national pour l'unité et la résistance, issu de la conférence nationale du 1^{er} décembre 2012, a fixé au 19 octobre 2013 la date de la prochaine conférence d'unité qui se tiendra à Paris, à la Bourse du travail, 3, rue du Château-d'Eau, 75010 Paris, de 10 heures à 16 h 30.

Pour tout contact : confnatuniteresistance@gmail.com

(1) Voir le communiqué, <http://paris1.unef.fr/rentree-2013-attention-penurie/>

(2) « Les universités multiplient les plans de rigueur », *Le Monde*, 16 juillet 2013.

Photo AFP



Manifestation à Sao Paulo (Brésil), le 11 juillet 2013.

Depuis près d'un mois, les manifestations se sont succédé au Brésil. Parties du rejet de l'augmentation des tarifs de transports, elles ont intégré toute une série d'autres revendications concernant la santé, l'éducation, la semaine de 40 heures...

La journée nationale de lutte appelée le 11 juillet, au Brésil, par la Centrale unique des travailleurs (CUT) et les autres centrales syndicales, a marqué l'entrée en scène de la classe ouvrière dans une situation de crise du régime que nul ne peut plus ignorer.

La proposition de référendum pour une Constituante « spécifique » avancée un temps par la présidente de la République, Dilma Rousseff, et aussitôt abandonnée sous la pression de la droite et des prétendus « alliés » du PT, ne fait que souligner l'ampleur de cette crise d'un régime encore largement empreint des vestiges de la dictature militaire.

Entretien avec Julio Turra, syndicaliste, militant du courant O Trabalho du Parti des travailleurs (PT) et membre de la commission exécutive de la CUT. J.-P. R. ■

Brésil : les centrales syndicales appellent le 30 août à une nouvelle journée nationale de grèves

Julio Turra, dirigeant de la Centrale unique des travailleurs (CUT), fait le bilan de la journée nationale de lutte appelée le 11 juillet par la CUT et les autres centrales syndicales (*lire notre précédent numéro*), et indique que la centrale « *peut et doit mettre tout son poids dans la balance* ».

Interview publiée dans le journal *O Trabalho*

Quel bilan tires-tu de la journée du 11 juillet ?

Un bilan positif. Par son caractère national, car dans tous les Etats (*le Brésil est un Etat fédéral* — NDT) et dans des centaines de villes il y a eu mobilisation. Par les blocages d'usines, comme dans l'automobile, de l'ABC, ou de ports, comme à Suape (Pernambouc) et Pecem (Céara). Tout cela marque l'entrée de la classe ouvrière organisée sur la scène politique, dans une situation de crise qui s'est ouverte à partir des manifestations de juin.

Les travailleurs d'Eletrobras, qui ont cessé le travail le 11 juillet, sont partis immédiatement en grève nationale le 15 juillet pour l'augmentation des salaires et le maintien des droits. A Porto Alegre, Vitoria et Natal, on aurait dit un jour férié, les rues étaient vides. De grandes manifestations ont eu lieu à Manaus, Campo Grande (35 000 personnes), Belo Horizonte, Rio de Janeiro, Florianopolis et Maceio, pour ne donner que quelques exemples. Le plus difficile à calculer, c'est le nombre de travailleurs qui ont cessé leur activité le 11 juillet, totalement ou partiellement ; mais il est clair que leur nombre dépasse largement les 400 000, qui ont participé à des meetings et des manifestations dans tout le pays.

La presse, comparant les manifestations de la jeunesse, a engagé une campagne pour dire que les syndi-



Julio Turra.

cats ne « mobilisent » plus. Qu'en penses-tu ?

C'est une offensive orchestrée pour séparer le mouvement de la jeunesse des combats de la classe ouvrière. Les médias défendent les intérêts des capitalistes et de l'impérialisme, et réagissent au danger de l'entrée en scène des travailleurs. Par la place qu'ils occupent dans la production, ce sont eux qui peuvent diriger la majorité exploitée et opprimée de la nation en lutte pour les changements nécessaires. Ainsi, la grande presse agit politiquement en opposant le « spontanéisme » et « l'horizontalité » des mobilisations de juin comme si elles étaient « dignes d'éloge », par opposition aux méthodes traditionnelles de la lutte de classe, qu'elle considère « dépassées ». Cela pour mieux manipuler la situation en faveur des intérêts qu'elle défend. Malgré cela, la chaîne de télévision Globo a consacré

vingt-deux minutes de couverture aux heures de grande écoute aux mobilisations, et le journal *O Estado*, qui, en « une », parlait de « *maigre adhésion* », a consacré six pages aux manifestations. La plate-forme dressée le 11 juillet a donc gagné une énorme répercussion.

Le gouvernement, jusqu'ici, n'a pas avancé dans la satisfaction des revendications des centrales syndicales. Comment poursuivre le combat ?

Le gouvernement a mis en place des tables rondes de négociations avec les centrales à peine deux mois après la marche à Brasilia le 6 mars dernier. Mais en réalité, elles n'ont été que des « tables rondes de concertation ». La raison en est que l'actuelle politique économique donne la priorité aux patrons, avec les exemptions fiscales et les exonérations de charges, le paiement de la dette aux banquiers et spéculateurs (superavit primaire), et elle cède aux pressions du « marché » par l'augmentation des intérêts. La CUT et les autres centrales appellent maintenant à des rassemblements le 6 août devant les sièges des organisations patronales dans les capitales, pour exiger le retrait du projet de loi PL 4330 qui généralise la précarisation. Ce projet de loi peut être voté par le Congrès le 13 août. Il y a également un appel à une journée nationale de paralysie, le 30 août, sur la même plate-forme.

En août, nous aurons la reprise des cours, ce qui permet la mobilisation des enseignants et de la jeunesse étudiante. Au début du second semestre, nous aurons également des cam-

pagnes salariales importantes, comme celle des employés de banque et du pétrole. Tout cela annonce une mobilisation encore plus forte en août, dans laquelle la CUT peut et doit peser dans les arrêts de travail plus qu'elle ne l'a fait jusqu'ici, en organisant des assemblées générales dans les Etats et les branches d'industrie, des assemblées dans toutes les catégories, et en renforçant ses liens avec les mouvements populaires, comme le MST (*Mouvement des travailleurs sans terre* — NDLR), et la jeunesse, qui a aussi participé le 11 juillet.

Où en est la discussion dans la CUT sur la situation politique, après que Dilma (Rousseff, présidente de la République — NDLR) a proposé, puis reculé, sur le plébiscite pour une Constituante « exclusive » pour la réforme politique ?

La proposition initiale de Dilma a été bien reçue dans la CUT, qui, dans son congrès de juillet 2012, avait adopté la position selon laquelle une « véritable réforme politique » devrait être entreprise par une Constituante souveraine, élue sans financement privé et avec vote par listes, et non par l'actuel Congrès à majorité réactionnaire. Le recul de la présidente a créé une situation où la décision reste entre les mains des parlementaires actuels, c'est-à-dire que c'est le « renard qui garde le poulailler ». Mais la CUT reste favorable à un plébiscite, y compris dans la forme initialement annoncée par la présidente, comme elle l'a exposé dans la lettre qu'elle a envoyée le 2 juillet.

ÉCLAIRAGE

L'unité d'action n'élimine pas les différences entre les centrales syndicales

Força Sindical et Conlutas s'unissent pour attaquer la proposition de réforme politique

Dès l'appel à la journée nationale de lutte le 11 juillet, lancé par les centrales syndicales, il y a eu une nette opposition de trois d'entre elles (Força Sindical, l'UGT et Conlutas) sur le fait d'inclure la question de la réforme politique dans la plate-forme unitaire. Cela dans une situation où, dès le mois de juin, les mobilisations dénonçant la pourriture des institutions politiques du pays avaient mis cette question à l'ordre du jour. Pour Paulinho, de Força Sindical, en parlant de réforme politique, Dilma « *amusait la galerie* », car, disait-il, au Congrès, dont il est député fédéral, il y avait depuis longtemps des projets en ce sens ! Déjà, Zé Maria, de Conlutas, disait que la réforme politique était « *une manœuvre de diversion* ». Pour sa part, dans son agitation, la CUT — avec le Mouvement des travailleurs sans terre (MST) et d'autres mouvements et organisations — a ajouté à la plate-forme unitaire le plébiscite de la réforme politique. ■

Chronique

INTERNATIONALE

C'est toute l'Europe qui est en crise

Jean-Pierre Raffi

« Ils ne mouraient pas tous, mais tous étaient frappés... » Les animaux de La Fontaine, victimes de la peste, sont aujourd'hui les gouvernements de l'Union européenne qui s'enfoncent, et nous enfoncent, dans une crise chaque jour plus profonde. Crise dont les épisodes scandaleux, les affaires de corruption, les mises en accusation de person-nages jusqu'aux plus hauts som-mets des Etats et de l'Union européenne elle-même, ne sont que l'écume malodorante. Crise qui est celle d'un système économique et social fondé sur la propriété privée des moyens de production, le système capita-liste, dont la survie ne peut que précipiter les peuples dans une misère croissante, menaçant d'entraîner la civilisation humaine tout entière dans le chaos. Il n'est qu'à voir en Grèce les consé-quences atroces des plans qui se succèdent depuis trois ans sous le fouet de la troïka. Crise qui est celle de gouverne-ments confrontés partout à la résistance des travailleurs et des peuples qui, si elle n'était pas entravée, les aurait depuis long-temps balayés. En Espagne, au Portugal, en Grèce, en Italie, en Irlande... en France. Et même en Allemagne, présentée comme le seul pays européen échappant à la crise. Merkel n'y doit sa probable réélection comme chancelière qu'à l'appui tacite que lui fournit la direction du SPD dans le cadre d'une « grande coalition » de fait, ôtant, pour la classe ouvrière et la jeunesse allemandes, tout enjeu véritable à ces prochaines élections. Partout, des gouvernements dont le seul espoir repose sur la tentative insidieusement répétée d'intégrer les directions des organisations ouvrières à l'éla-boration et à la mise en œuvre des plans que leur dicte la troïka. Tentative qui se heurte partout, y compris en Allemagne, à une résistance au sein des organisations. Le 28 septembre, au meeting orga-nisé par le POI à Paris, des mili-tants ouvriers de toutes tendances prendront la parole pour affirmer l'unité de combat des travailleurs de toute l'Europe, pour la sauve-garde de l'indépendance de leurs organisations de classe, pour dire, avec ces travailleurs d'Espagne qui manifestent à Pampelune : « *Ni troïka ni experts ! Oui à nos pensions de retraite !* »...

A bas les plans de chômage et de misère !

Etats-Unis

La fin de l'illusion d'une Amérique "postraciste"

L'acquittement du meurtrier de Trayvon Martin, un jeune homme noir qui se promenait tranquilement dans son quartier, provoque des manifestations partout aux Etats-Unis. Nous reproduisons ci-dessous un article rédigé par un jeune militant noir américain et paru dans le journal *The Organizer*, publié aux Etats-Unis par l'organisation Socialist Organizer, groupant les militants qui se reconnaissent dans l'action de l'Entente internationale des tra-vailleurs et des peuples.

Terence Yancey

L'acquittement de George Zimmerman par un jury de Sanford (Floride) a provo-qué des manifestations dans tout le pays et démontré que l'affirma-tion selon laquelle les Etats-Unis seraient devenus une société post-raciste est un mensonge. La décision du jury est intervenue quelques semaines après que la Cour suprême, par une décision (5 contre 4), a abrogé une disposition de la loi de 1965 sur le droit de vote. Les critiques de la loi ont cité l'élection et la réélection de Barak Obama comme la preuve que cette loi n'était plus nécessaire. Cependant, même si le racisme n'est plus aussi ouvert ni aussi flagrant qu'autrefois, un coup

d'œil rapide montre qu'il est encore profondément ancré dans le tissu institutionnel du pays. Une pancarte, dans un rassemble-ment à Oakland, pour protester contre le verdict d'acquittement, portait cette phrase : « *Un Noir est assas-siné toutes les vingt-huit heures par la police, les vigiles ou des volontaires armés.* » Ces statis-tiques proviennent d'une étude du Mou-vement de base Mal-colm X (Malcolm X Grassroots Move-ment), qui publie un rapport annuel sur les assassinats extrajudi-ciaires de Noirs aux Etats-Unis (il y en a eu 313 en 2012). Le rap-port est disponible sur leur site Internet, MXGM.org, avec tous les documents de leur campagne, « *Toutes les vingt-huit heures* », (anciennement appe-lée campagne « *Toutes les trente-six heures* »). Une autre statistique choquante : il y a plus de Noirs en prison aujour-d'hui qu'il n'y avait de Noirs esclaves en 1850. Ce chiffre provient du livre de Michelle Alexander, *La Nouvelle Ségrégation raciale : l'incarcération de masse à l'âge du daltonisme* (dont

on peut trouver une critique dans le supplément « Unity & Indepen-dence » de l'édition de mars-avril du journal *The Organizer*). Avec plus de deux millions de prisonniers, les Etats-Unis ont incarcéré plus de per-sonnes qu'aucun Etat au monde. Quarante pour cent des détenus sont des Noirs, même si les Noirs ne repré-sentent que 13 % de la population. Si l'on regarde l'ensei-gnement, l'emploi et la santé, les statistiques sont tout aussi drama-tiques. On a les contrôles et les fouilles corporelles à New York (et des tenta-tives d'étendre ces contrôles à d'autres par-ties du pays), une aug-mentation du nombre de lois sur le droit de vote et des disparités de plus en plus impor-tantes entre les condamnations pour la cocaïne et le crack. Ces problèmes sont systé-miques, et non une simple question d'attitudes individuelles. La seule façon de les surmonter, c'est de s'or-ganiser. Il y a beaucoup d'organisa-tions de base dans la communauté noire sur ces problèmes, ainsi que sur les nombreux autres problèmes

auxquels elle est confrontée. Pour ceux d'entre nous qui sont révoltés par le verdict dans l'affaire Zimmer-man, notre tâche première, c'est de s'engager avec ces organisations et de les soutenir où nous le pouvons. Ceux qui sont engagés dans le mou-vement ouvrier organisé doivent aug-menter leurs efforts pour prendre contact avec ces groupes et consti-tuer un mouvement national (cela comprend des campagnes de sou-tien pour organiser les travailleurs noirs dans le Sud). Et nous devons tous qualifier le caractère du racisme contemporain en Amérique, les assassinats extrajudiciaires, l'incar-cération de masse, le profilage racial et toutes les autres formes structu-relles que prend le racisme. Dans une société postraciste, l'as-sassinat d'un adolescent de 17 ans sans arme par un adulte porteur d'une arme, qui l'a suivi et a provoqué une altercation, n'aurait pas dû entraîner de débat pour savoir quels vêtements portait Trayvon Martin ou si Zim-merman était fondé à croire que Mar-tin « s'apprêtait à faire quelque chose de mal ». Trayvon Martin avait par-faitement le droit de déambuler dans cette rue sans se faire accoster. Cepen-dant, si vous êtes Noir en Amérique, le fait d'exercer ce droit est suscep-tible d'avoir comme résultat de vous faire interpellé, fouillé, mettre en état d'arrestation ou assassiner. ■

“Un Noir est assassiné toutes les vingt-huit heures par la police, les vigiles ou des volon-taires armés”

Espagne

Chronique d'une crise annoncée

Correspondant

Depuis quelques mois, la résistance qui s'est exprimée chez les tra-vailleurs et la jeunesse semblait contenue, du fait de la politique de « dialogue social » et de « pacte d'Etat » menée par les dirigeants des grandes organisations, notam-ment syndicales. Par exemple, le 7 juillet, environ deux millions de travailleurs se sont vus privés de leur convention collective à cause de l'application de la der-nière réforme du Code du travail.

Les directions nationales des Commissions ouvrières (CCOO) et de l'Union géné-rale du travail (UGT), les deux principaux syndicats, se sont contentées d'émettre une protes-tation, mais n'ont pas organisé la moindre mobilisation d'ensemble pour empêcher que ces millions de travailleurs basculent dans une situation de précarité. Mais les travailleurs de tous les peuples d'Espagne manifestent leur résistance par des moyens multiples. Par exemple, les travailleurs de la santé de Madrid poursuivent la mobilisation contre la privatisation de six hôpitaux. Dernièrement, un juge a suspendu le projet du gou-vernement régional ouvrant la voie au démantèlement de l'ensemble du système public de santé. C'est dans ces conditions que la crise a éclaté là où on ne l'attendait pas. A la veille du sommet européen des 27 et 28 juin, le secrétaire général du Parti socialiste ouvrier espagnol (PSOE), Pérez Rubalcaba, a signé avec Rajoy un véritable pacte d'Etat



pour que la voix de l'Espagne soit unanime à la réunion des institu-tions européennes. Toxo et Méndez, secrétaires généraux des CCOO et de l'UGT, se sont prononcés dans le même sens.

LE GOUVERNEMENT RAJOY LE DOS AU MUR

Mais, tout d'un coup, le journal *El Mundo*, proche de l'ancien Premier ministre Aznar, publiait, le 14 juillet, des échanges de SMS entre Rajoy et l'ancien trésorier du Parti populaire, Luis Bárcenas, accusé d'avoir orga-nisé un réseau parallèle de finan-cement illégal du Parti populaire et aujourd'hui en prison. Rajoy était concerné par ce réseau, ainsi qu'une bonne partie de ses ministres. Immédiatement, la crise a éclaté au



sein même du gouvernement. Le dirigeant du PSOE, Pérez Rubalcaba, contraint et forcé, a été obligé de retirer tout sou-tien au gouvernement, de rompre tous les liens avec le Parti populaire et de demander que Rajoy s'ex-plique devant le Parle-ment.

Mais la « démocratie » espagnole n'oblige pas le gouvernement à rendre des comptes devant le Parlement. La situation étant insou-tenable au sein même du Parti populaire, Rubalcaba a annoncé que si Rajoy ne rendait pas des comptes en séance parlementaire, il serait obligé de présenter une motion de censure.

CE N'EST PAS UNE CRISE DE GOUVERNEMENT, C'EST UNE CRISE DE RÉGIME

Le gouvernement, depuis vingt mois, mène les pires attaques contre la classe ouvrière et la démocratie. Pourtant, c'est un cadavre politique. Toutes les institutions de l'Etat sont concernées, de la monarchie à l'ap-pareil judiciaire. Trente-huit ans après la mort de Franco, les institutions de la monar-chie sont déchirées de haut en bas. Les exigences des travailleurs et des peuples concernant la démocratie, le travail et la défense des services publics sont la cause principale de cette crise. Une crise dont la réso-lution exige le démantèlement de ces institutions au service des inté-rêts du capital financier et appli-quant les directives de l'Union européenne. La classe ouvrière est présente, mais, pour l'instant, la politique de pacte d'Etat de ses principales organisations empêche qu'elle s'ex-prime de façon indé-pendante pour ouvrir une issue démocra-tique à la crise des institutions. C'est pour cela que la campagne pour la démission du gou-vernement, engagée depuis des mois par le comité pour l'Al-liance des travailleurs et des peuples, a un impact croissant. Elle s'adresse aussi aux dirigeants des organisations pour qu'ils ne signent aucun pacte avec le gouvernement.

Lundi 22 juillet 2013

ÇA S'EST PASSÉ IL Y A UN MOIS

AFRIQUE DU SUD

“Obama, vous n’êtes pas le bienvenu”

Dans le cadre de sa tournée africaine, le président Obama est arrivé le 22 juin en Afrique du Sud. Son voyage coïncidait avec la détérioration de l'état de santé de Nelson Mandela. Les médias en ont profité pour accentuer le caractère de solennité donné à cette première visite d'un président des Etats-Unis en Afrique du Sud. On a cherché à donner l'impression qu'Obama était le bienvenu. Mais si, en Europe, la presse a pu largement occulter les manifestations qui ont marqué son passage, cela n'a pas été possible en Afrique du Sud. Il a bien fallu reconnaître que ce 22 juin, plus de mille jeunes — dont beaucoup répondaient à l'appel de la Socialist Azanian Youth Revolutionary Organisation (SAYRO), l'organisation de jeunesse liée au Socialist Party of Azania (SOPA) — se sont rassemblés pour dénoncer la décision de l'université de Johannesburg de décerner un doctorat honoraire à Barack Obama. Ils étaient réunis derrière une banderole qui proclamait : « *On ne peut honorer Obama* », car, expliquait leur porte-parole, Obama a les mains tachées du sang versé en Afghanistan, en Libye et ailleurs.

Une autre manifestation a eu lieu le lendemain à Soweto, la grande banlieue noire de Johannesburg, où la police a essayé de briser la manifestation en tirant avec des balles en caoutchouc sur les participants. Les jeunes manifestaient en scandant : « *Obama, vous n'êtes pas le bienvenu* », et dénonçaient en particulier la menace d'une intervention militaire contre l'Algérie. ■

Turquie

De nouvelles mobilisations populaires dans les villes proches de la frontière syrienne

Correspondant

Malgré le prétendu calme qui règne dans les grandes villes de Turquie (dû aux vacances scolaires) et après six semaines de mobilisation, des affrontements entre la police et les manifestants ont eu lieu dans les villes proches de la frontière syrienne.

A la suite du jugement du tribunal administratif d'Istanbul, début juillet, qui a ordonné la suspension des travaux dans le parc Gezi, de nouvelles manifestations ont eu lieu. Les manifestants considèrent que cette décision de justice est un revers pour le gouvernement.

Entre-temps, le gouvernement utilise tous les moyens pour empêcher toute protestation. Ainsi, le 9 juillet, il a fait adopter par le Parlement une loi qui retire au collège officiel des architectes et des ingénieurs (410 000 membres) ses prérogatives professionnelles concernant les projets de construction, notamment les aménagements urbains. Le collège des architectes a dénoncé cette loi qui autorise « *de saccager librement forêts, plages, campagnes et rivières* ». Ce collège s'était ouvertement prononcé contre la destruction du parc Gezi et avait appelé aux manifestations.

DANS LES VILLES PRÈS DE LA FRONTIÈRE SYRIENNE

Ces derniers jours, des affrontements entre la police et les manifestants se sont produits près de la frontière syrienne. Les violences policières ont fait six morts. Parmi eux, trois étudiants



Manifestation à Istanbul (Turquie) à l'entrée du parc Gezi, le 9 juillet 2013.

Photo AFP

d'origine alaouite (la majorité dans le pays est sunnite) habitant les villes de Hatay, d'Antakya (Antioche) et d'Iskenderun (Alexandrette).

Les funérailles de ces jeunes étudiants de 19 ans ont rassemblé presque toute la population de ces villes. Devant l'ampleur de ces manifestations et la colère des habitants, le gouvernement a envoyé les brigades de la gendarmerie pour protéger les policiers. N'oublions pas que ces villes avaient voté à 70 % pour l'AKP (parti

islamiste, dit modéré, au gouvernement) lors des dernières élections législatives.

D'autre part, pour la première fois depuis des décennies, les ouvriers du complexe sidérurgique de Iskenderun se sont mis en grève (cinq mille grévistes) sur des revendications salariales, même s'ils sont membres du syndicat Çelik-Is appartenant à la confédération Turk-Is (confédération qui se déclare islamiste et qui soutient le gouvernement). **Le 17 juillet 2013 ■**

Egypte

Un gouvernement de “consensus” face aux masses

Correspondant

Arc-boutés sur la défense du régime, les généraux et le président de la Haute Cour constitutionnelle, Adli Mansour, désigné président de la République par intérim, ont mis en place un gouvernement de consensus, composé de ministres ayant servi sous Moubarak et sous le règne du Conseil suprême des forces armées (CSFA), présidé par le maréchal Tantaoui, et de technocrates, de droite et de gauche, tous formés à l'économie de marché.

Quatre ministres qui avaient démissionné du gouvernement Qandil, avant la destitution de Mohamed Morsi, font partie du nouveau gouvernement. Les Frères musulmans n'y participent pas et refusent de le reconnaître.

Le décret constitutionnel publié le 8 juillet par le chef de l'Etat par intérim donne au président de très larges pouvoirs, maintient les tribunaux militaires pour les civils, et conserve de nombreux articles de la Constitution élaborée par la commission dominée par les islamistes, et rejetée par les masses en décembre 2012. Dans le nouveau gouvernement, le général Abdel Fattah el-Sissi, chef d'état-major et président du Conseil suprême des forces armées (CSFA), qui a joué un rôle majeur dans la destitution de Mohamed Morsi, reste ministre de la Défense. Son accession au rang de premier vice-Premier ministre du gouvernement matérialise la primauté de l'armée, pivot du régime, à la tête du pays. La nomination de plusieurs ministres de l'ère Moubarak, avec l'accord des



La Maison-Blanche évite de qualifier le renversement de Mohamed Morsi de coup d'Etat, car cela l'obligerait à stopper son aide annuelle de 1,3 milliard de dollars à l'armée égyptienne.

Photo AFP

dirigeants de tous bords, concrétise leur souci de restaurer les rouages de l'Etat mis à mal par la mobilisation révolutionnaire du peuple égyptien, qui s'est encore manifestée avec puissance le 30 juin.

UN FOSSÉ

Le ministre du Développement local, Adel Labib, est un ancien gouverneur de plusieurs gouvernorats sous Moubarak ; de grandes manifestations avaient eu lieu contre lui à Alexandrie. La ministre de l'Information, Dorreya Charaf el-Din, fut membre du comité

politique du Parti national démocratique (PND) dissous de Moubarak. Le ministre du Logement, des Services et du Développement urbain, Ibrahim Mehleb, a été ministre du Logement sous Moubarak. Le ministre de l'Approvisionnement, Mohamed Abou Chadi, est un général de police, ancien responsable du commerce intérieur au ministère du Commerce et de l'Industrie dans le dernier gouvernement de Moubarak.

La nomination comme conseiller du président par intérim de Kamal el-Ganzouri, Premier ministre de Moubarak

et Premier ministre du maréchal Tantaoui, illustre à elle seule le fossé qui existe entre les forces qui défendent le régime et les millions de manifestants qui se sont levés pour « *le pain, la liberté et la justice sociale* ». En décembre 2011, les manifestants opposés à la nomination d'el-Ganzouri comme Premier ministre avaient établi un sit-in devant le siège du gouvernement. La dispersion brutale de celui-ci avait fait plus de vingt morts. La désignation du Premier ministre a vu le parti des salafistes, Nour, opposer un veto à la nomination de deux personnalités, trop liées à ses yeux aux puissances occidentales et marquées comme laïques : Mohamed ElBaradei et Ziad Bahaa el-Din. C'est finalement l'ancien ministre des Finances du gouvernement Tantaoui, Hazem el-Beblawi, qui a été nommé à ce poste. ElBaradei et Bahaa el-Din ont été désignés respectivement vice-président, chargé des relations internationales, et vice-Premier ministre, ministre de la Planification et de la Coopération internationale.

INQUIÉTUDES EXTRÊMES DES GRANDES PUISSANCES

Ce gouvernement de consensus qui ne comprend aucun représentant des Frères musulmans est face aux masses. Pourra-t-il faire accepter à la population les coupures de courant plusieurs heures par jour pour faire des économies ? Parviendra-t-il à supprimer les subventions sur le pain et le carburant, comme l'exigent le FMI et les bailleurs de fonds de l'Egypte ? Continuera-t-il à tourner le dos aux revendications qui montent dans les usines, les bureaux, les écoles, les hôpitaux ?

La crise politique aiguë qui règne inquiète au plus haut point les Etats-Unis et les grandes puissances. La Maison-Blanche évite de qualifier le renversement de Mohamed Morsi de coup d'Etat, car cela l'obligerait à stopper son aide annuelle de 1,3 milliard de dollars à l'armée égyptienne. Elle ne cesse d'appeler toutes les parties à la réconciliation nationale et à la participation des Frères musulmans au gouvernement du pays. La pression de l'Union européenne va dans le même sens.

LE PRÉSIDENT DES SYNDICATS INDÉPENDANTS REJOINT LE GOUVERNEMENT

Le poste de ministre de la Main-d'œuvre et de l'Immigration dans le gouvernement de consensus a été proposé au président de la Fédération égyptienne des syndicats indépendants (EFITU), Kamal Abou Aita, qui l'a accepté. Il a déclaré à la presse que ses priorités sont : la publication d'une loi sur les libertés syndicales, l'augmentation du salaire minimum et la diminution du salaire maximum, la hausse des pensions, la réouverture des usines fermées, la réintégration des travailleurs licenciés et l'application de la loi sur l'embauche des handicapés dans les institutions gouvernementales. Ce sont des revendications mises en avant par les travailleurs dans les milliers de grèves et de sit-in qui se sont développés à travers le pays.

Une chose est sûre : ce n'est pas en s'« *engageant à ne plus faire grève pendant un an* », comme y a appelé Amr Moussa, une figure du Front de salut national et ancien ministre de Moubarak, que les travailleurs pourront arracher leurs revendications. ■

Histoire

Il y a soixante ans, le premier coup d'Etat de la CIA

Le Dr Mossadegh, la CIA et le pétrole iranien (2)

Deuxième partie : l'impérialisme américain entre en scène

Nous avons relaté dans la première partie de cet article la puissante mobilisation populaire qui a accompagné les décisions prises en Iran, en 1951, par le Premier ministre démocratiquement élu, le nationaliste Mohammad Mossadegh : dès son accession au pouvoir,

il a nationalisé le pétrole de son pays, exproprié la compagnie britannique Anglo Iranian Oil Company, et expulsé ses dirigeants et les diplomates britanniques du territoire iranien. Un bras de fer très dur commençait, aux conséquences considérables.

Par François Péricard

Lorsque, pour demander leur aide en Iran, les Britanniques se tournent vers les Américains, ceux-ci hésitent d'abord. Ils n'ont pas vu d'un si mauvais œil l'ancienne puissance impériale — qui leur avait toujours interdit tout accès au pétrole iranien — se faire durement malmené dans les sables d'Orient. Ils avaient reçu pourtant, presque en grande pompe, Mossadegh en 1952 et le célèbre magazine *Time* l'avait même déclaré « *homme de l'année* », et publié son portrait sur sa célèbre couverture. Mais leurs « intérêts supérieurs » allaient vite amener les Américains à une brutale volte-face. Pour saisir la nature et l'importance du conflit iranien des années 1951-1953, il convient de rappeler brièvement la nature des relations internationales à ce moment.

La Seconde Guerre mondiale a bouleversé en profondeur tous les équilibres déjà instables hérités du XIX^e siècle et des lendemains du premier conflit mondial de 1914-1918, qui a vu l'effondrement de l'empire ottoman. La puissance britannique, qui est à l'origine et au cœur du conflit l'opposant au peuple iranien, est déclinante, sortie épuisée des deux guerres mondiales. Elle a dû se séparer en 1947 de son empire des Indes ; au Moyen-Orient même, elle n'a plus eu la force de préserver son ancien mandat en Palestine, et ce sont les Etats-Unis qui y ont déjà imposé la création de l'Etat d'Israël, exerçant ainsi ce qu'ils appellent eux-mêmes leur « leadership sur le monde libre »... et sa gendarmerie.

Les cercles dirigeants de l'impérialisme américain, politiques comme industriels et financiers, craignent que la situation iranienne dégénère, constitue un dangereux précédent et une sérieuse menace pour leurs propres intérêts et les accords léonins qu'ils ont eux-mêmes passés, après 1945, avec les monarchies pétrolières du Golfe et particulièrement l'Arabie Saoudite ; accords qui leur garantissent du pétrole sans limites et à très bas prix.

Ils redoutent eux aussi une opération militaire trop risquée dans cette région du monde très instable et décident, en conséquence, de renverser Mossadegh et de l'éliminer de la vie politique iranienne. Les deux services secrets impérialistes, le MI6 britannique et la CIA américaine, préparent alors dans le plus grand secret (1) un coup d'Etat. Objectif : restaurer l'Anglo Iranian dans ses « droits », renforcer le pouvoir du chah, empêcher toute autre tentative de soulèvement nationaliste dans la région. Ce sera l'opération Ajax, dirigée par la CIA, et qu'ils commencent à préparer minutieusement sous la direction directe de Kermit Roosevelt, petit-fils de l'ancien président Theodore Roosevelt.

Les « conseillers » des deux agences occidentales arrivent en Iran et se lient immédiatement avec le général Zahedi et la haute autorité militaire du pays. Ils sélectionnent avec elle les régiments « sûrs », sur lesquels s'appuyer. A coups de liasses de dollars, ils recrutent des milliers

Le Kremlin n'avait guère envie d'une nation indépendante et démocratique à ses frontières du Sud.



Août 1953, dressée sur un char des troupes de la monarchie et brandissant le portrait du chah Reza Pahlavi, la racaille sélectionnée par les agents de la CIA organise la répression anti-Mossadegh qui va faire des milliers de morts à Téhéran.

Photo Roger Violette

de chômeurs et de déclassés capables de fomenter des émeutes ; ils infiltrent les rangs du Front national (le parti nationaliste) et du Toudeh (parti communiste) d'agents provocateurs. Ils négocient avec la police du chah la sortie de prison de tous les voyous des bas-fonds de Téhéran, qu'ils forment et arment pour le combat de rue. Ils négocient même avec les tribus du Sud

la possibilité de fuite et d'exfiltration du chah (et d'eux-mêmes) en cas d'échec. Les événements vont alors se succéder rapidement. En octobre 1952, Mossadegh a rompu ses relations diplomatiques avec la Grande-Bretagne. La réaction internationale est immédiate : les marchés financiers se ferment à toute possibilité de négocier du pétrole iranien, déclenchant

une crise politique aiguë entre Mossadegh et le chah. Celui-ci tente à plusieurs reprises de faire arrêter son Premier ministre et, en mars 1953, de le faire assassiner. Ces tentatives échouent à chaque fois ; des mobilisations populaires de plus en plus violentes protègent Mossadegh (2). Dans ce climat de guerre civile, le chah s'enfuit à Rome. Les agents de la CIA passent alors à l'action. La résidence de Mossadegh est bombardée et il ne doit son salut qu'à la fuite devant un régiment fidèle à la monarchie qui vient l'arrêter. Toute la racaille de Téhéran prend à son tour la rue d'assaut, exigeant le retour du chah. Les nationalistes s'apprennent à résister à l'émeute, mais si la grande majorité des militants communistes sont à leurs côtés, les dirigeants staliniens du Toudeh ont en revanche disparu et n'ont pas lancé d'appel au front uni face à la pire réaction ; le zélé ambassadeur « soviétique » Zeline les a convaincus que le Kremlin n'avait guère envie d'une nation indépendante et démocratique à ses frontières du Sud. Les masses populaires sont désorientées devant cette désertion. Le chah rentre à Téhéran et nomme le général Zahedi Premier ministre. La contre-révolution prend le dessus : l'armée tire dans les rues à l'arme lourde contre les manifestants pro-Mossadegh. Celui-ci est arrêté, condamné à la prison, puis à la résidence surveillée. On a relevé plusieurs milliers de morts, surtout à Téhéran. ■

Éclairages

Quelques enseignements

1. Si nous caractérisons l'intervention américaine en Iran comme « le premier coup d'Etat de la CIA », c'est parce que celle-ci ne vit officiellement le jour qu'en 1947. Il ne faudrait pas en déduire que les Etats-Unis n'étaient pas déjà, bien antérieurement, intervenus brutalement dans « les affaires du monde ». Dès la fin du XIX^e siècle, la fameuse doctrine « Monroe » affirmait la volonté des Etats-Unis « d'être la seule (nation — NDLR) ayant droit d'intervention » dans toutes les Amériques. De Cuba aux Philippines, d'Haïti au Panama, l'impérialisme américain avait déjà commencé à affirmer sa domination sur le monde. Le coup d'Etat de la CIA en Iran est le premier d'une très longue série. Pendant plusieurs décennies, ce bras armé de l'impérialisme américain fomentera partout dans le monde des interventions criminelles et terroristes, pour contenir ou écraser dans divers pays des mouvements de libération nationale, des révolutions naissantes, éliminant ou faisant assassiner des dirigeants qui refusaient leur domination, de Che Guevara à Patrice Lumumba, de l'Indonésien Soekarno au président chilien Allende.

2. En Iran même, dès que les Américains lui rendent son trône et les royalties pétrolières allant avec, le chah les utilise en devenant le meilleur client de l'industrie d'armement américaine, renforce à l'extrême son armée et sa police politique, la sinistre Savak, qui vont maintenir le pays sous la terreur pendant près de trente ans, alors que tous les partis d'opposition sont interdits. Aucune des réformes sociales que Mossadegh avait commencé à initier ne verra finalement le jour.

3. Question pétrole, la CIA n'est pas intervenue que pour les beaux yeux de la couronne d'Angleterre. Elle lui fait payer le prix fort pour service rendu : l'Anglo Iranian a été démantelée sous sa forme ancienne, et remplacée par un nouveau consortium dénommé British Petroleum (BP), dont les Anglais ne possèdent plus que 40 %. Les compagnies américaines s'en attribuent quarante autres. Pour faire bonne figure, on laissera les 20 % restants à la Royal Dutch Shell néerlandaise et à la Compagnie française des pétroles.

(1) Il a fallu attendre 2000 et la présidence Clinton pour que sa secrétaire d'Etat, Madeleine Albright, reconnaisse officiellement l'implication directe des services secrets américains dans le coup d'Etat de Téhéran.

(2) Même l'historienne Hélène Carrère d'Encausse, très marquée à droite, reconnaît : « Toute la situation iranienne à ce moment est marquée par une très forte volonté populaire, qui a joué un rôle considérable. »

● Éléments d'histoire de l'Afrique (III) ●

La traite négrière et la dislocation des anciens empires et royaumes africains

(première partie)

Nous allons voir, dans le présent volet, comment la traite esclavagiste a disloqué les anciens royaumes et empires africains.

Repères

● **1440** : début de la traite négrière atlantique par les Portugais ; les captifs étaient alors déportés vers l'Europe et les îles Canaries. Plus tard, les Amériques seront la destination des cargaisons. Les Portugais ont été vite rejoints dans ce commerce par les Hollandais, les Anglais, les Français, les Espagnols, les Danois et les Allemands.

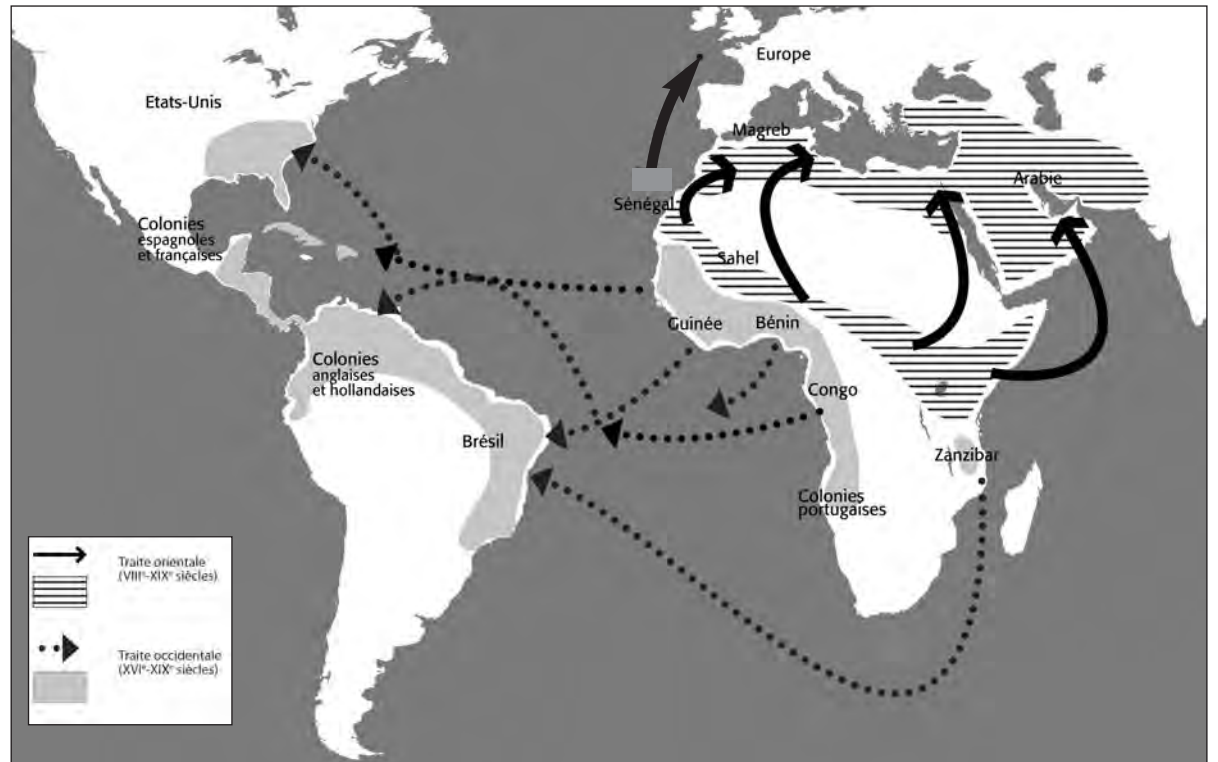
● **1807, 1808 et 1815** : respectivement, le Royaume-Uni, les États-Unis et la France abolissent la traite.

● **1867** : officiellement, le dernier navire négrier arrive à Cuba.

Par S. K. Koza

Avrai dire, ce n'est pas la traite esclavagiste, qui existait depuis la nuit des temps, sur tous les continents, qui a été en elle-même la cause de la dislocation de ces anciens Etats. Deux éléments ont concouru à ce résultat : 1) L'invention des armes à feu a été réalisée en Europe. Elles auront une importance considérable dans la dislocation des anciens Etats africains. 2) La conquête des Amériques (si « proches » des côtes africaines) par les Européens et les besoins en main-d'œuvre pour leur exploitation.

Pour satisfaire ce besoin, la tentative de réduire les Amérindiens en esclavage s'est soldée par un fiasco : ceux-ci mouraient en masse du fait des conditions de travail qu'on leur imposait et des maladies inconnues sur leur continent que les Européens ont amenées avec eux. Alors la solution sera le commerce triangulaire : les navires quittent les ports européens chargés de denrées qui ne sont pas fabriquées en Afrique (armes à feu, alcool, etc.) ; sur les côtes africaines, ces marchandises sont échangées contre des esclaves ; au Nouveau Monde, les esclaves sont échangés contre les produits de ce continent (café, cacao, tabac, coton, or, argent, etc.) que les navires rapportent en Europe. Avec un tel commerce, des fortunes colossales ont été amassées par les « grandes » familles européennes. La traite négrière a ainsi été un élément essentiel de l'accumula-



tion primitive du capital, primordiale pour l'essor du capitalisme. Ce commerce a été un fléau pour l'Afrique. Les marchands européens vont désormais réclamer essentiellement des esclaves contre leurs marchandises, notamment les armes à feu. C'était un cercle vicieux : pour protéger son peuple contre l'esclavage ou pour acquérir la puissance que seules les armes à feu confèrent désormais, chaque Etat avait l'obligation de se procurer des esclaves, soit par la guerre, soit en les achetant à d'autres inter-

médiaires. Sachant que la traite esclavagiste pratiquée à travers le Sahara a continué, on comprend que la situation de guerre et d'insécurité soit devenue endémique sur tout le continent. Les tentatives de certains Etats africains (empire du Mali, royaume du Congo, etc.) de s'opposer à la traite négrière ont été vaines. Cela a entraîné une régression considérable des forces productives et de la société. Les proto-nations (*nations en formation* — NDLR) qui existaient se sont désagrégées. Des peuples, pour se protéger, ont dû se

réfugier dans les régions les plus inaccessibles et inhospitalières (montagnes, forêts denses, etc.) et ont subi un déclin démographique rapide. Cette situation ayant duré près de 400 ans, c'est comme si l'Afrique avait connu un retard de presque 1 000 ans. Et lorsqu'à la fin de la traite négrière, les pays capitalistes européens, arrivés au stade impérialiste, ont décidé de coloniser l'Afrique, cette dernière était trop faible pour s'opposer avec succès à ce nouveau fléau. ■

ÉCLAIRAGES

En cas de besoin, les négriers européens n'hésitent pas à organiser eux-mêmes les guerres

« Lorsque la Compagnie du Sénégal est mécontente de quelque village nègre, ou même lorsqu'elle a besoin d'une fourniture extraordinaire de captifs, elle n'hésite pas à indiquer tel ou tel village aux dévastations des Mores. Certains de ces agents emploient la persuasion et les présents pour engager les Mores à faire des incursions sur le territoire des Nègres et les arracher à leurs familles et à leur pays (1) ».

La traite négrière fait tache d'huile à travers toute l'Afrique

« Pour les Dahoméens (...), qui voulaient posséder un capital d'un aussi bon rapport qu'un esclave, (...) ils achetaient aux Drahis et aux Tchass (peuples vivant au nord du royaume du Dahomey) des captifs que ceux-ci avaient eux-mêmes achetés ou pris dans des guerres aux Djougous et aux Baribas (peuples situés encore plus au nord). Cette dernière remarque permet de comprendre comment la traite faisait en quelque sorte tache d'huile. » A partir de la côte, la traite « avait de proche en proche des réper-

cussions dans des pays situés à 500 km de là dans l'intérieur de l'Afrique. J. Duncan, en 1815, rencontra au Dahomey un esclave libéré revenu du Brésil où il avait passé plus de vingt ans. Cet homme était originaire du Bornou près du lac Tchad. Capturé au cours d'une guerre, il fut vendu comme esclave et, d'une ville à une autre, avait fini par parvenir à Ouidah [au Dahomey, actuel Bénin] d'où il avait été expédié en Amérique (2) ».

Des régions entières sont vidées de leur population

Un exemple concernant la région d'Accra (Ghana moderne) :

« La période qui se situe entre 1650 (...) et la fin du XVIII^e siècle (...) vit la chute, l'un après l'autre, des Etats florissants et leur déclin jusqu'à l'insignifiance, non seulement au sens politique, mais en ce qui concerne la population. A la fin de cette période, il y avait une vaste zone vide entre les villes... »

Un autre exemple concernant la région de l'Angola :

« Dans le premier quart du XVII^e siècle, les gouverneurs portugais « *entreprennent des guerres contre les Noirs sans la moindre provocation, dans le seul but de capturer des esclaves* ». (...) Les habitants du Dongo « *fuiroient leur patrie* ». « *Certains se retirèrent jusqu'au-delà du Cuango...* »

« *Le pouvoir indigène en Angola démantelé, le pays devenu désert et abandonné de ses habitants, les Portugais s'aperçoivent que la guerre n'a pas que des avantages...* » Le commerce s'en trouve en effet paralysé (3) ».

Traites esclavagistes et nombre de captifs exportés d'Afrique

« Sans doute y eut-il dans la Méditerranée de l'Antiquité des ventes d'esclaves originaires de l'Afrique subsaharienne, mais il ne s'agissait que de cas isolés et il a fallu le IX^e siècle pour que l'exportation d'esclaves d'Afrique noire vers le reste du monde prenne réellement de l'ampleur. Approvisionnant essentiellement le pourtour méditerranéen (y compris l'Europe méridionale), le Moyen-Orient et certaines régions d'Asie, ce commerce [appelé *traite orientale*] dure plusieurs siècles puisqu'il ne s'éteindra qu'au début du XX^e siècle, mais les « quantités » annuelles ainsi exportées ne sont jamais très importantes. En revanche, dès que le Nouveau Monde, à la suite du voyage de Christophe Colomb en 1492, s'ouvre à l'exploitation européenne, un trafic d'esclaves africains [du XVI^e au milieu du XIX^e siècle ; appelé *traite transatlantique*] portant sur des effectifs beaucoup plus importants vient s'ajouter à l'ancien (4) ».

Sur la période de 1500 à 1890, les historiens estiment à environ seize millions le nombre de captifs exportés par la traite transatlantique et à environ sept millions (5) le nombre de captifs exportés par la traite dite orientale. Les pertes totales subies par l'Afrique sont estimées à plus de 200 000 000 êtres humains (incluant les pertes dues aux guerres et lors des traversées). On sait que ces chiffres sont généralement sous-estimés, mais pour la traite dite orientale, 7 000 000, c'est beaucoup pour « une main-d'œuvre servile employée à des travaux domestiques et de services (employés de maison, tâches d'entretien des palais et des infrastructures et activités sexuelles : harem, concubines, prostitution, eunuques) ». Tant que les historiens qui font ces estimations n'auront pas indiqué dans quelles activités de type « plantations » les captifs étaient utilisés, cette estimation doit être considérée comme fantaisiste.

L'Afrique n'a pas été le seul continent à avoir connu la traite esclavagiste

Alors que de nos jours, à force de films où, même à des époques antiques européennes, on fait jouer tout rôle d'esclave à un acteur noir ou suffisamment basané, de projets de « musée de l'esclavage » où on ne prévoit de parler que de l'esclavage négre, on cherche à faire croire que seul

le Noir a été esclave. « *Il faut faire remarquer que le trafic d'esclaves ne s'est pas limité à l'Afrique. (...) Les documents historiques permettent aisément de constater que tous les peuples du monde ont, à une époque ou à une autre, vendu certains des leurs comme esclaves dans des contrées lointaines. (...) [Vente] sur le marché de Rome d'enfants anglais, victimes des luttes fréquentes entre les peuples anglo-saxons qui vendaient comme esclaves les prisonniers capturés au cours de leurs combats. Il en va de même d'autres territoires européens. Pendant des siècles, les ethnies d'Europe orientale et centrale (et surtout les Slaves dont le nom a donné le mot "esclave") ont fourni des esclaves au Moyen-Orient et à l'Afrique du Nord (6) ».* De même, des originaires de ces dernières régions se sont retrouvés esclaves en Europe ou ailleurs. ■

(1) Extrait d'une lettre de R. C. Geoffroy de Villeneuve, Actes du colloque de Nantes, tome 1, p. 235, cité par Louise Marie Diop-Maes, *Afrique noire, démographie, sol et histoire*, éditions Présence Africaine/Khepera.

(2) P. Mercier, Actes du Colloque de Nantes, tome 2, p. 39, cité par Louise Marie Diop-Maes, *op. cit.*

(3) Cité par Louise Marie Diop-Maes, *op. cit.*, pp. 221 et 224.

(4) *Histoire générale de l'Afrique*, tome V, éditions Unesco, chap. 4, p. 99.

(5) *Ibid.*, chap. V, pp. 107-108.

(6) *Ibid.*, chap. V, pp. 99-100.

● Il y a un siècle : 1913, la marche à la guerre ●

L'internationalisme ouvrier en action

La bataille des socialistes de la région pour la Fédération des Balkans

Nous avons rappelé la semaine dernière la nature des guerres balkaniques, principalement celle de 1913, produits des nationalismes locaux exacerbés par les « grandes puissances ». Celles-ci menaient déjà le monde à une guerre qui allait éclater l'année suivante, précipitant l'Europe et le monde dans la barbarie. Face à ce terrible danger, les directions traditionnelles de la social-démocratie européenne, principalement, vu leur place et leur importance, celle de la II^e Internationale elle-même et celles des sections socialistes de France et d'Allemagne, avaient pris l'engagement solennel de ne jamais accepter la guerre impérialiste, de la combattre par tous les moyens de la lutte des classes, d'appeler les prolétariats d'Europe à la solidarité internationaliste. On le sait, ce serment mille fois répété de congrès en congrès socialistes, fut trahi en 1914. La faillite de la II^e Internationale, Internationale que le prolétariat et les peuples d'Europe avaient considérée jusqu'à là comme leur direction, plongea l'humanité dans une crise d'une violence inouïe.

Il y avait une autre voie

Il y avait une autre voie, celle de l'internationalisme prolétarien, celle que défendaient plusieurs organisations ouvrières d'Europe, certains de leurs dirigeants et de leurs militants, celle pour qui l'ennemi de la classe ouvrière est dans son propre pays, l'ennemi de classe, contre lequel l'Association internationale des travailleurs (AIT, la I^{re} Internationale) avait appelé, dès le milieu du XIX^e siècle, les prolétaires de tous les pays à s'unir. Face à l'imbroglio de la situation dans les Balkans, voulu par les grandes puissances et ne pouvant servir que leurs sinistres objectifs, commença la bataille pour la Fédération des Balkans, ainsi que le relate cette semaine Jean-Marc Schiappa.

Par Jean-Marc Schiappa

Au début du XX^e siècle, les organisations sociales-démocrates et les militants ouvriers qui engagent dans les Balkans le combat contre le risque de guerre impérialiste, bien que ne bénéficiant pas des structures organisationnelles des principaux partis socialistes (ou peut-être grâce à cela...), font une proposition à la fois concrète et originale. Une conférence balkanique se tient à Belgrade (Serbie) du 25 au 27 décembre 1909 (du 7 au 9 janvier 1910 selon le nouveau calendrier) avec les partis sociaux-démocrates de Serbie, de Roumanie, de Bulgarie, les groupes sociaux-démocrates de Macédoine, du Monténégro et de Turquie, ainsi que les partis sociaux-démocrates sud-slaves d'Autriche-Hongrie (Croatie, Slavonie et Bosnie-Herzégovine), appuyés par un télégramme de Grèce. Une résolution unanime est adoptée à Belgrade. Dans ce texte, les participants à la conférence, après avoir attaqué « la politique de la diplomatie européenne et des monarchies réactionnaires qui créent dans le Sud-Est européen des situations qui entravent le développement de cette région », déclarent que les luttes des nations du Sud-Est européen et des Balkans sont « l'expression d'une aspiration inévitable pour l'affranchissement économique et politique ». La conférence explique que le morcellement national et territorial est fauteur de guerre ; il est donc du devoir de la social-démocratie, « agissant au nom de la classe ouvrière, qui n'est pas désunie par l'antagonisme propre aux classes dominantes », de soutenir l'idée de la solidarité des nations du Sud-Est. La résolution décide en conséquence de coordonner l'action des partis régionaux et de préparer « un programme de revendications nationales et politiques et un projet d'organisation des relations entre partis ».

Une nouvelle conférence se tient à Belgrade le 5 (18) octobre 1911. Le document adopté, toujours à l'unanimité, met en garde contre les dangers d'élargissement de la guerre alors en cours

«La classe ouvrière n'est pas désunie par l'antagonisme propre aux classes dominantes»



C'est contre les souffrances et les drames de la guerre — ici une colonne de fugitifs musulmans fuyant les combats à la frontière turque — que les socialistes des Balkans ont combattu pour la perspective pacifique et progressiste de République fédérative.

Photo Roger Viollet

contre le gouvernement turc, et voit dans la constitution d'une république fédérative incluant la Turquie la seule possibilité de solution pacifique. Le 18 octobre (5 novembre), des meetings contre la guerre se tiennent dans plusieurs villes de Serbie et de Bulgarie, ainsi qu'à Athènes et Salonique.

L'article de l'historienne Nia Perivolaropoulou, que nous avons utilisé pour la rédaction de cet article (1), évoque à juste titre le retard de la direction de la II^e Internationale (le Bureau socialiste international), qui met plus d'un an à soutenir ces propositions. Nia Perivolaropoulou écrit : « Peu avant la déclaration officielle de la guerre, un "Manifeste des socialistes de Turquie et des Balkans" reprend les analyses de la conférence de Belgrade et proclame la volonté des socia-

listes de combattre "le courant belliqueux déchaîné par les gouvernements" ». Le texte, qui critique sévèrement la politique poursuivie par les Jeunes-Turcs (2), défend au contraire l'idée d'une fédération incluant la Turquie. Les socialistes des Balkans conservent en effet leur position pendant cette deuxième guerre balkanique. Ainsi, quand la « Grande Guerre » commence, ils choisissent dans leur majorité de rester fidèles au principe sacré de l'internationalisme : « Faire la guerre à la guerre. »

Il y a un lien solide entre la proposition pratique de Fédération balkanique et le refus des socialistes des Balkans d'entrer en 1914 dans l'Union sacrée.

Nia Perivolaropoulou conclut : « Le projet de Fédération balkanique ne sera jamais réalisé. » Les choses sont un peu plus complexes. Ce projet ne peut en effet prendre corps avant le déclenchement de la Première Guerre mondiale ni éviter d'ailleurs que l'attentat de Sarajevo en soit le facteur déclencheur. Si la Yougoslavie existera comme Etat monarchique après le traité de Versailles, ce n'est qu'après la Seconde Guerre mondiale (qui vit la libération du territoire yougoslave sans intervention de troupes alliées) que la constitution de la République fédérative socialiste de Yougoslavie dirigée par Tito, malgré ses limites, sera une tentative d'avancée dans cette voie. Le mot d'ordre de Fédération balkanique n'a rien perdu de sa force, compte tenu des drames beaucoup plus récents (années 1990) de la « purification ethnique » et des souffrances l'accompagnant, drames initiés par les nouvelles grandes puissances du moment, les Etats-Unis et l'Union européenne. Drames qu'avait aussi préparés la politique criminelle de Staline, qui avait tout fait pour isoler et étrangler la jeune Yougoslavie.

(1) Nia Perivolaropoulou : « La fédération balkanique comme solution des problèmes nationaux : le projet social-démocrate (1909-1915) », in *Matériaux pour l'histoire de notre temps*, 1994, pages 29 à 35.

(2) Jeunes-Turcs : organisation nationaliste révolutionnaire visant à la modernisation de l'Empire ottoman, traversée de courants profondément divergents.

ÉCLAIRAGE



Christian Rakovski

Le militant social-démocrate révolutionnaire Christian Rakovski naquit en 1873 en Bulgarie, alors occupée par les Turcs, puis, ultérieurement, par la Roumanie. Son pays subissant de plein fouet l'oppression nationale qui meurtrit alors tous les peuples de la région balkanique, Rakovski s'engage sans réserve, encore lycéen, dans la bataille pour l'indépendance nationale, qui est aussi, pour lui, celle du socialisme. Il organise meetings, manifestations et conférences. Rakovski prend la parole à Salonique le 1^{er} mai 1910. Contraint à l'exil, il devient le responsable des étudiants socialistes des Balkans et combat dès les premières années du XX^e siècle pour l'unité de tous les mouvements socialistes de la région. Il est à la pointe de l'organisation des conférences que nous rappelons dans cet article et devient la figure de proue de la lutte conjointe pour l'émancipation nationale et la révolution sociale.

Il collabore également à la presse socialiste internationale, notamment à *L'Humanité* de Jean Jaurès et à *l'Iskra* de Lénine. Il est en même temps l'un des dirigeants de la II^e Internationale.

Quand la guerre éclate, il se prononce immédiatement contre l'union sacrée et prend parti contre le « révisionnisme et l'opportunisme socialiste ». Il participe à une polémique très dure contre les dirigeants socialistes français entrés dans le gouvernement d'union nationale.

Il participe également activement à la fondation de la III^e Internationale, et son passé d'internationaliste intransigeant lui vaut l'honneur de présenter sa motion de fondation. Compagnon de Léon Trotsky, il organisera avec lui l'Opposition de gauche contre le cours liquidateur de Staline. Il sera déporté dans les camps du Goulag après les procès de Moscou et y disparaîtra.